

**RAPPORT 2017 SUR L'ETAT DU SYSTEME D'INFORMATIONS SUR LE
MARCHE DU TRAVAIL (SIMT) AU TOGO**

Sommaire

Rappel de la vision du pays en matière de développement et cadre de politiques sur le marché du travail.....	vii
Avant-propos	viii
Remerciements	ix
Résumé exécutif	x
Partie 1: Contexte de mise en œuvre du SIMT: environnements juridique, institutionnel et politique.....	2
1. Environnements juridique et institutionnel	3
2. Environnements politique et stratégique	4
Partie 2: Etat du Système d'informations sur le marché du travail en 2017 et perspectives	11
1. Dispositions règlementaires et stratégiques	12
2. Etat de mise en œuvre du plan d'actions de 2017.....	13
Source:	41
3. Résultats des différentes activités menées sur le marché du travail.....	13
4. Besoins et demandes en statistiques du marché du travail.....	23
5. Perspectives	24
Conclusion.....	33
Annexe	34

Sigles et abréviations

AFD : Agence française de développement

AGR :	Activité génératrice de revenus
AGRISSEF:	Accès des agriculteurs aux services financiers
AIDE :	Appui à l’insertion et au développement de l’embauche
AJSEF:	Accès des jeunes aux services financiers
ANAC:	Agence nationale de l'aviation civile
ANGE:	Agence nationale de gestion de l'environnement
ANPE :	Agence nationale pour l’emploi
ANVT:	Agence nationale du volontariat au Togo
APSEF:	Accès des pauvres aux services financiers
AUF:	Agence universitaire de la francophonie
BAD:	Banque africaine de développement
BG :	Budget général
BIDC :	Banque d’investissement et de développement de la CEDEAO
BIE :	Budget d’investissement et d’équipement
BIT :	Bureau international du travail
BM :	Banque mondiale
BOAD :	Banque ouest africaine de développement
BT:	Brevet de technicien
CAP:	Certificat d’aptitude professionnelle
CASEF :	Centre administratif des services économiques et financiers
CDB:	Comité de développement à la base
CDD :	Contrat à durée déterminée
CDMT:	Cadre de dépenses à moyen terme
CEDEAO :	Communauté économique des états de l’Afrique de l’ouest
CEFE :	Compétences économiques par la formation d’entrepreneurs
CERAAS :	Centre d’études régional pour l’amélioration de l’adaptation à la sécheresse
CERDI :	Centre d’études et de recherche pour le développement international
CERSA :	Centre d'excellence régionale pour les sciences aviaires
CFA:	Certificat de fin d’apprentissage
CFMI :	Centre de formation aux métiers de l'industrie
CIDAP	Centre international de développement agropastoral
CIPRES :	Conférence interafricaine de la prévoyance sociale
CNPPS :	Conseil national de la promotion et de la protection sociale
COD :	Coordination opérationnelle déléguée
CPC :	Centrale des producteurs de céréales
CPCAT :	Conseil permanent des chambres d’agriculture du Togo
CPSE :	Comité du plan sectoriel de l’éducation
CQP:	Certificat de qualification professionnelle
CRA :	Centre de ressources artisanales
CRAF :	Centre de recherche agronomique de la zone forestière
CVA :	Chaîne de valeur ajoutée
DAAF	Direction des affaires administratives et financières
DAC :	Direction des affaires communes
DACE :	Département d’appui à la création d’entreprises

DACUM :	Developing a curriculum
DE :	Demandeur d'emploi
DJEJ :	Direction de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
DEP :	Direction des études et de la planification
DES :	Direction de l'enseignement supérieur
DEST :	Direction de l'enseignement secondaire technique
DFPA :	Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage
DGE :	Direction générale de l'emploi
DGT :	Direction générale du travail
DGTP :	Direction générale des travaux publics
DOE :	Département de l'observatoire de l'emploi
DOPP :	Département de l'orientation professionnelle et de la prospection
DPPE :	Direction de la prospective, de la planification et de l'évaluation
DRST :	Direction de la recherche scientifique et technique
DSRP :	Direction des statistiques, de la recherche et de la planification
EBT :	Evaluation des besoins en technologies
EFTPA :	Education, formation technique professionnelle agricole
ESOP :	Entreprise de services aux organisations des producteurs
ETFP :	Enseignement technique et formation professionnelle
FAIEJ :	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FBS :	Farmers business school
FEM :	Fonds pour l'environnement mondial
FNAFPP :	Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels
FNE :	Fonds national pour l'environnement
FNFI :	Fonds national de la finance inclusive
FNGPC :	Fédération nationale de groupements des producteurs du coton
FODA :	Formation en développement des affaires
FPI :	Formation professionnelle d'insertion
FUPROCAT :	Fédération des unions de groupements de producteurs de café et de cacao du Togo
GAFSP :	Global agriculture and food security program (Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire)
GERME :	Gérer mieux votre entreprise
GFRP :	Global food response program
GIZ :	Agence allemande de coopération internationale
GPC :	Groupement de producteurs de coton
GR :	Génie rural
IDA :	Association internationale pour le développement
INSEED :	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
JICA/ACIJ :	Agence japonaise de coopération internationale
MAEH :	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique
MDBAJEJ :	Ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes
MEL :	Maison de l'entrepreneuriat de Lomé
MERF :	Ministère de l'environnement et des ressources forestières

MESR:	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
MFPTRA:	Ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative
MIT:	Ministère des infrastructures et des transports
MPD :	Ministère de la planification du développement
MT :	Marché du travail
ODD :	Objectifs de développement durable
ODEF:	Office de développement et d'exploitation des forêts
OIT :	Organisation internationale du travail
OMD :	Objectifs du millénaire pour le développement
ONEF :	Observatoire national de l'emploi et de la formation
ONG :	Organisation non gouvernementale
PADAT :	Projet d'appui au développement agricole au Togo
PAIPJA :	Projet d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes artisans
PAO :	Plan d'actions opérationnel
PASA	Projet d'appui au secteur agricole
PDC-Plus :	Projet de développement communautaire et des filets sociaux
PDC-ZU :	Projet de développement communautaire en zone urbaine
PEJ:	Programme pour l'emploi des jeunes
PGICT :	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres
PIT-DD:	Plan d'intégration territoriale pour le développement durable
PNACC:	Planification nationale de l'adaptation aux changements climatiques
PNE :	Politique nationale de l'emploi
PNIASA :	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNIASAN :	Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
PNPER :	Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural
PNPS:	Politique nationale de la protection sociale
PNT :	Politique nationale du travail
PPAAO :	Programme de productivité agricole en Afrique de l'ouest
PPP :	Partenariat public-privé
PPTD :	Programme pays pour le travail décent
PRADEB :	Programme d'appui au développement à la base
PRBA:	Projet de préparation du premier rapport biennal actualisé du Togo sur les changements climatiques
PRCNDGE:	Projet de renforcement des capacités nationales et décentralisées de gestion de l'environnement
ProCiv:	Programme pour les centres d'innovation verts
ProDRA :	Programme de développement rural y compris l'agriculture
ProFoPEJ:	Projet formation professionnelle et emploi des jeunes
ProSecAl:	Programme pour la sécurité alimentaire
PRT :	Plantes à racines et tubercules
PSAEG :	Projet de soutien aux activités économiques des groupements
PSE :	Plan sectoriel de l'éducation
PSN:	Programme statistique nationale
PSNEJ :	Plan stratégique national pour l'emploi des jeunes

QUIBB :	Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être
RAJEC :	Réseau des anciens de la jeunesse estudiantine catholique
ROAME :	Répertoire opérationnel africain des métiers et emplois
SAFER:	Société autonome pour le financement de l'entretien routier
SALT:	Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin
SAP:	Services à la personne
SCAC :	Service de coopération et d'action culturelle
SCAPE :	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi
SG :	Secrétariat général
SIMT :	Système d'informations sur le marché du travail
SNDS :	Stratégie nationale de développement de la statistique
SNFS-CSU:	Stratégie nationale de financement de la promotion de la protection sociale vers la couverture sanitaire universelle
SRI :	Système de riziculture intensif
SSN :	Système statistique national
TCNCC:	Troisième communication nationale sur les changements climatiques
UE :	Union européenne
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
UNESCO :	Organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture
UTCC :	Unité technique café-cacao
WASCAL	West african science service center on climate change and adaped land use
ZAAP	Zone d'aménagement agricole planifiée

Rappel de la vision du pays en matière de développement et cadre de politiques sur le marché du travail

La vision globale du pays est définie dans la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE 2013-2017). Elle traduit la volonté des décideurs de faire du Togo « un pays émergent d'ici 15 à 20 ans, respectueux des droits de l'Homme et promouvant l'Etat de droit ».

Cette vision est arrimée aux Objectifs de développement durable (ODD), adoptés en septembre 2015, qui ont recommandé aux Etats signataires de promouvoir des politiques de développement favorisant la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat et stimulant la croissance des micros entreprises, des Petites et moyennes entreprises (PME) tout en facilitant leur intégration dans le secteur formel.

De cette vision découle celles de la Politique nationale de l'emploi (PNE), de la Politique nationale du travail (PNT) et le Plan sectoriel de l'éducation (PSE). En effet, la vision de la PNE est de voir, à l'horizon 2030, la plupart des Togolais, sans discrimination aucune et en âge de travailler, disposer d'un emploi décent, de qualité dans l'équité, dans un environnement de croissance économique accélérée inclusive et dans un climat politique et social stable. Celle de la PNT, dans les mêmes horizons se veut contribuer à l'émergence du Togo en garantissant un niveau de compétitivité élevé à l'ensemble des entreprises et un travail décent à tous les travailleurs grâce au fonctionnement harmonieux du marché du travail. Le PSE envisage d'améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation à l'horizon 2025 pour une meilleure adéquation entre les formations offertes et les besoins socio-économiques.

Avant-propos

Le marché du travail présente un grand intérêt pour les autorités togolaises et mobilise assez de ressources ces dernières décennies, à l'instar des autres pays africains, en vue d'améliorer les conditions de vies des ménages. Cet intérêt porté au marché du travail a permis de mener différentes actions aussi bien au niveau institutionnel, juridique que stratégique produisant divers résultats. En vue d'évaluer ces actions et de favoriser les meilleures prises de décisions, ces résultats méritent d'être capitalisés dans un document. Dans ce cadre, le rapport sur l'état du Système d'information sur le marché du travail (SIMT) élaboré en 2018 retrace la dynamique observée sur le marché du travail au Togo au cours de l'année écoulée et présente ainsi l'état de mise en œuvre des réglementations, des programmes/projets ainsi que des activités relatifs à l'emploi et à la formation.

L'objectif de ce rapport est de présenter l'état de mise en œuvre des activités relatives au SIMT en vue d'une meilleure prise de décisions en faveur de la formation, de la promotion de l'emploi afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations et donc, de réduire la pauvreté.

Le présent document a été élaboré par une équipe pluridisciplinaire composée des cadres des départements ministériels concernés placée sous la coordination du Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

Le Directeur général de l'ANPE,

Comlan Edmond AMOUSSOU

Remerciements

Nous voudrions témoigner notre gratitude au Gouvernement togolais qui ne cesse de ménager des efforts et qui chaque année finance le processus d'élaboration du présent rapport annuel sur le Système d'informations sur le marché du travail.

Nos sincères reconnaissances vont à toute l'équipe de l'ANPE pour son soutien et sa précieuse contribution à la réalisation de ce document.

Nos remerciements vont également à l'équipe du DOE spécialement son Directeur Monsieur ABBEY Kokouvi Délali pour ses appuis et conseils, à Monsieur NYAVO Messan Amevi qui a coordonné le processus d'élaboration et aux autres membres de l'équipe de rédaction composée de :

MM. AGBOBLI Kossi; ATTA Eyawélé, BADOHOUN Komlan M, DUHO Serge K et SEGLA Komi A. (ANPE/MFPTRA),

M. AKOUTOU Kodjo (DPPE/MESR),

M. ISSAKA Kamilou (DGE/MFPTRA) et M. SOGBO Komlavi Efanam (DGT/MFPTRA),

M FANKEBA Souradji (INSEED/MPD),

M. BINAFAFAME Kohan Kidékiyime (DJEJ/MDBAJEJ),

M. ISSAKOU Bayor-Antarou (DFPA/METFP),

M. SEGOH Komla Martin (DPPSE/MAEH),

M. EDOH-AZIANGA Atissogbi (DEP/MERF),

M. DAYO Agbonka N'sougan (SG/MIT).

Nos remerciements vont enfin aux responsables d'institutions, membres de cabinets ministériels qui ont bien accepté consacrer leur temps et leur enthousiasme à l'élaboration de ce rapport. Que toutes les personnes de bonne volonté qui ont œuvré, de près ou de loin à l'élaboration de ce document trouvent ici l'expression de notre profonde et sincère gratitude.

Résumé exécutif

A travers la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) et les politiques sectorielles (PNE, PNT, PSE) qui y sont adossées, le Gouvernement réalise chaque année des actions visant la promotion de l'emploi et de la formation dans le pays. Chaque année, les principaux résultats obtenus dans les secteurs de l'emploi et de la formation sont capitalisés dans le rapport sur le Système d'informations du marché du travail (SIMT) pour rendre compte de sa dynamique.

Le contexte national du SIMT en 2017 sur le plan juridique et institutionnel est caractérisé, dans le cadre des activités statistiques, par la poursuite du renforcement du système statistique national conformément à la loi statistique adoptée en 2011 et à la charte africaine de la statistique et dans le domaine de l'éducation par l'adoption de la loi d'orientation n°2017-005 par l'Assemblée nationale le 19 juin 2017 afin d'instaurer un enseignement supérieur de qualité en phase avec les exigences de développement du monde moderne.

S'agissant de la coordination du SIMT au Togo, assurée par le Département de l'Observatoire de l'emploi (DOE) de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) qui a mis en place un réseau de points focaux des différentes structures productrices et utilisatrices d'informations sur le marché du travail pour faciliter la collecte de données. Pour disposer des informations actualisées et suffisamment détaillées sur le marché du travail, une enquête emploi/secteur informel a été réalisée. Une autre relative au recensement général des entreprises (RGE) formelles et informelles est prévue pour l'année 2018.

Dans les domaines politique et stratégique, la SCAPE est arrivée à terme en fin 2017. Pour relever les nouveaux défis et enjeux nationaux de développement dans la perspective de l'atteinte des ODD, elle sera relayée par le Plan national de développement (PND), en cours d'élaboration, pour la période quinquennale 2018-2022. Par ailleurs, l'environnement a été marqué par la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi et des politiques sectorielles à savoir (i) la politique nationale de l'emploi, (ii) la politique nationale de la protection sociale, (iii) la politique nationale du travail, (iv) le plan sectoriel de l'éducation (v) la politique agricole et (vi) l'élaboration du Programme pays de promotion du travail Décent.

Dans le cadre de la réalisation des activités inscrites dans le plan d'actions du SIMT en 2017, les activités réalisées par l'INSEED ont permis de créer 1392 emplois temporaires et de former 100 agents techniques de la statistique (ATS) pour renforcer la production statistique.

Au niveau de la promotion de l'emploi et de l'entreprenariat, l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) a mobilisé et déployé 4 220 nouveaux volontaires nationaux. En outre, 100 000 jeunes ont été touchés par les activités socioéducatives. La mise en œuvre du PDCplus orienté vers les activités génératrices de revenus et les filets sociaux a permis de financer 208 activités génératrices de revenus, de créer 12 754 emplois temporaires à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre, de réhabiliter 154 ouvrages dont 115 pistes rurales et 39 retenues d'eau à des fins de production agricole. Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) a formé 1380 jeunes porteurs d'idées en techniques de création d'entreprises, en qualification métiers et en gestion. Ce fonds a permis de former également 173 jeunes entrepreneurs en management et de financer 323 plans d'affaires. Toutes ces actions du FAIEJ ont permis de créer 969 emplois directs et durables.

Le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) à travers ses produits (APSEF, AGRISEF et AJSEF) a touché 25 204 nouveaux bénéficiaires et 78 163 anciens bénéficiaires ont obtenu le renouvellement de leurs crédits. La mise en œuvre du PAEIJ-SP a permis de créer 8 762 emplois.

Par ailleurs, la mise en œuvre des autres projets et programmes d'emploi logés au ministère chargé du développement à la base ont permis, entre autres, de former 2 327 jeunes en entrepreneuriat avec la création de 768 micro-entreprises, de créer 22 128 emplois temporaires et 6 269 emplois durables, d'accompagner 1 717 groupements, de mettre en œuvre 208 Activités génératrices de revenus (AGR), d'installer 77 plateformes multifonctionnelles et de réaliser 217 projets communautaires. Concernant le secteur de l'Artisanat, 1 017 maîtres artisans ont été formés en gestion de micro-entreprises.

La réalisation des activités au niveau de l'ANPE a permis d'enregistrer 8 740 demandeurs d'emploi et de délivrer 6 089 cartes de demandeurs d'emploi. Les conseillers en emploi ont reçu en entretien de positionnement 6 603 chercheurs d'emploi dont 4 080 ont bénéficié d'une formation sur les techniques de recherche d'emploi et 3 061 chercheurs d'emploi ont fait l'objet d'un suivi post formation. Sur le volet d'orientation, 510 personnes ont bénéficié de l'orientation professionnelle et 2 928 personnes qui ont bénéficié de l'orientation scolaire et professionnelle. A travers le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE), 1 852 primo demandeurs d'emploi ont été placés en stage dans les entreprises. De plus, l'activité de prospection dans 320 entreprises et des recrutements/placements ont permis de pourvoir à 632 offres de placements. Dans le domaine de l'entrepreneuriat, l'ANPE a sensibilisé 120 jeunes (dont 47 femmes) à l'éveil de l'esprit entrepreneurial et a formé 100 formateurs accompagnateurs (dont 10 femmes) à la méthodologie GERME du BIT. Ces derniers, à leur tour, ont formé 384 jeunes (dont 39 femmes) avec 350 plans d'affaires finalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER). Par ailleurs, l'ANPE a formé 365 promoteurs ruraux avec 313 plans d'affaires élaborés sur sollicitation du PNPER et 317 entrepreneurs potentiels (dont 88 femmes) en création et gestion d'une micro entreprise, à Lomé et dans les régions sur sollicitation de la GIZ et de BORNEFONDEN. S'agissant de l'information sur le marché du travail, l'ANPE a élaboré deux bulletins d'informations sur le marché du travail, le rapport 2016 sur le Système d'information du marché du travail, actualisé la liste des indicateurs de la formation professionnelle dans l'espace UEMOA et deux bases de données et a réalisé l'enquête sectorielle sur les métiers porteurs dans 6 villes du Togo.

Dans le domaine du contrôle de l'application de la législation sociale, le ministère chargé du travail, a réalisé 956 visites d'entreprises, réglé 2 955 conflits de travail (dont 2 016 conflits collectifs et 939 conflits individuels), installé 25 comités de sécurité et santé au travail et supervisé 147 élections de délégués du personnel.

En ce qui concerne la promotion du dialogue social et la coopération tripartite, le ministère a visé 4 604 contrats (dont 122 contrats étrangers), agréée 06 entreprises de travail temporaire ou d'intérim et visé 45 règlements intérieurs et 03 statuts du personnel. Ce ministère a également élaboré et validé la stratégie de la migration professionnelle avec l'appui technique

et financier de la CEDEAO et de l'Union Européenne. Enfin, l'effectif du personnel de l'Etat était de 53 486 agents dont 19,4% femmes.

Dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, l'exécution des projets et programmes a permis la création 4 373 emplois. Concernant la formation professionnelle agricole, l'Institut national de formation agricole de Tové a enregistré 101 diplômés.

La réalisation des activités au ministère de l'environnement et ressources forestières a permis de créer 2832 emplois et développer 188 activités génératrices de revenus.

Dans le secteur des infrastructures et des transports, les projets d'infrastructures exécutés par les entreprises ont permis de générer 954 emplois.

Dans le domaine de la formation, le Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a bénéficié de l'appui technique et financier de la GIZ à travers le Programme formation professionnelle et emploi des jeunes (ProFoPEJ) pour élaborer les livrets de formation de deuxième et troisième années de cinq métiers, pour former les inspecteurs et les Directeurs centraux en "Developing a curriculum (DACUM) et pour renforcer le système dual à travers la sensibilisation et la formation des artisans et des apprentis. En outre, dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la formation, le ministère a procédé à l'ouverture de nouvelles filières au Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) et a renforcé les capacités des enseignants en évaluation des apprentissages. S'agissant des examens organisés par ce ministère, les taux de réussite au CFA, CQP, CAP et BT sont respectivement de 97,8%, 99,1%, 81,6% et 58,5%.

Au niveau de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est dénombré 68 182 étudiants dans les deux universités publiques dont 76,0% à l'université de Lomé. A l'examen du baccalauréat, le taux de réussite au plan national est de 62,9% (avec 59,8% à l'enseignement général et 84,9% à l'enseignement technique). Les résultats du BTS révèlent un taux national d'admissibilité de 44,9% sur 4 500 candidats inscrits dans 34 filières.

Par ailleurs, il est enregistré 42 diplômés dont 20 femmes à l'Ecole nationale de formation sociale, 60 sages-femmes diplômées à l'Ecole nationale des sages-femmes et 397 diplômés dont 47 femmes à l'Ecole normale supérieure d'Atakpamé. Le Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA) a formé pour une durée de 6 mois 76 étudiants dont 18 femmes. Pour le parcours master, le CERSA a formé 27 dont 8 femmes et pour le doctorat, 12 étudiants dont 5 femmes. Enfin le Centre scientifique de service ouest africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) a formé 10 étudiants pour le parcours master dont 3 femmes.

Introduction

Le phénomène de chômage et de sous-emploi constitue une préoccupation pour la plupart des pays africains à l'instar du Togo au cours de ces dernières décennies. Ainsi, dans la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE), le gouvernement a accordé une priorité à la création de l'emploi. Selon les données de l'enquête Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être (QUIBB, 2015), le taux de chômage au Togo est relativement faible. En effet, ce taux est passé de 6,5% en 2011 à 3,4% en 2015. Cependant, le taux de sous-emploi qui a progressé au cours de la même période passant de 22,8% à 24,9% demeure une préoccupation majeure pour le gouvernement.

Dans le souci de juguler ce phénomène, plusieurs actions ont été mises en œuvre en 2017 dans le cadre des politiques et stratégies sectorielles à savoir la Politique nationale de l'emploi (PNE, 2014-2018) avec son plan d'actions opérationnel, le Plan stratégique national pour l'emploi des jeunes (PSNEJ) auquel est adossé le Programme pour l'emploi des jeunes (PEJ), la Politique nationale du travail (PNT) et le Plan sectoriel de l'éducation (PSE, 2014-2025) avec son cadre de dépenses à moyen terme.

En marge de ces politiques et stratégies, les projets et programmes mis en œuvre par le gouvernement dans les ministères sectoriels ont permis aussi de créer des emplois qui ont contribué à la réduction du chômage. S'agissant du sous-emploi, un défi reste à relever qui doit passer nécessairement par la création d'emplois productifs.

Dans l'optique de mettre en exergue les résultats obtenus par le gouvernement, le rapport SIMT est produit chaque année par le Département de l'observatoire de l'Emploi (DOE/ANPE). Ce rapport constitue une source d'informations sur l'évolution du marché du travail et facilite la prise de décisions aux autorités pour le bien-être de la population dans les processus d'élaboration des politiques, des programmes et projets.

Ce rapport est subdivisé en trois parties. Il s'agit d'abord: du contexte de mise en œuvre du SIMT (i), ensuite de l'état du système d'informations sur le marché du travail en 2017 (ii) et enfin du plan d'actions 2018 et perspectives (iii).

Partie 1: Contexte de mise en œuvre du SIMT : environnements juridique, institutionnel et politique

Cette partie présente l'environnement qui a prévalu en 2017 en lien avec le système d'informations sur le marché du travail sur les plans juridique, institutionnel, politique et stratégique.

1. Environnements juridique et institutionnel

1.1 Le Système statistique national et la Stratégie nationale de développement de la statistique

Depuis plus d'une décennie, le Système statistique national (SSN) a connu de profondes mutations visant à le rendre plus performant. Ainsi, dans le souci d'améliorer la production des données pour une gestion axée sur les résultats, le Togo a élaboré et mis en œuvre entre 2009 et 2013, sa première Stratégie nationale de développement statistique (SNDS). En attendant l'élaboration de la deuxième génération de la SNDS qui sera arrimé au Plan national de développement (PND), des plans d'actions intérimaires ont été élaborés entre 2014 et 2017. Ces plans tiennent compte des orientations politiques contenues dans la SCAPE et visent à produire des données pour le suivi de la mise en œuvre de la SCAPE et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des OMD.

La loi statistique adoptée en 2011 définit un nouveau cadre juridique, institutionnel et organisationnel du SSN avec la création du Conseil national de la statistique (CNS), comme organe de coordination de la production statistique. A cet effet, il veille à la coordination des activités statistiques du SSN, au respect des principes fondamentaux qui les régissent et assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de l'information statistique.

Sur le plan international, le Togo fait partie des trente pays qui ont signé la charte africaine de la statistique dont le but est de renforcer les capacités statistiques en Afrique et de mettre en place un cadre juridique commun pour le développement des statistiques sur le continent.

Dans le cadre de la poursuite de l'amélioration de la qualité de l'éducation en général et de l'enseignement supérieur et de la recherche en particulier, la loi d'orientation n°2017-005 a été adoptée à l'Assemblée nationale le 19 juin 2017 afin d'instaurer un enseignement supérieur de qualité en phase avec les exigences de développement du monde moderne.

1.2 La coordination du Système d'informations sur le marché du travail

Le Département de l'observatoire de l'emploi (DOE) de l'ANPE, pour mieux assumer son rôle de coordination du Système d'informations sur le marché du travail au Togo, a mis en place un réseau de partenaires qui est constitué des points focaux des différentes structures productrices et utilisatrices d'informations sur l'emploi, les normes du travail, la protection sociale et la formation. Pour favoriser la cohésion entre acteurs et faciliter la collecte d'informations relatives au marché du travail, des rencontres périodiques sont organisées au cours de l'année à l'endroit de ce réseau de partenaires.

Afin de disposer des informations actualisées et suffisamment détaillées sur le marché du travail, une enquête emploi – secteur informel a été réalisée en 2017. Une autre relative au

recensement général des entreprises (RGE) formelles et informelles est prévue pour l'année 2018.

Malgré ces efforts, le SIMT souffre des insuffisances liées à la production régulière des statistiques. Ainsi, les enquêtes spécifiques liées à la formation ne sont pas régulièrement réalisées. Aussi, les statistiques de sources administratives sont-elles difficilement accessibles à cause de l'insuffisance dans leur production et archivage. Ces insuffisances rendent difficile la coordination et la gestion de l'information au niveau du SIMT.

L'autonomisation de l'Observatoire de l'emploi en perspective conformément aux directives de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour devenir un Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) permettrait d'améliorer la dynamique du SIMT.

2 Environnements politique et stratégique

2.1 Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE)

Arrimée aux Objectifs de développement durable (ODD), la SCAPE est définie pour la période 2013-2017. Elle a pour ambition d'accélérer la croissance afin de réduire les inégalités et créer des emplois avec des effets multiplicateurs sur le niveau des revenus, la qualité de vie des togolais. La SCAPE est déclinée en cinq axes prioritaires permettant d'atteindre les objectifs qui y sont fixés. Il s'agit de:

- développement des secteurs à fort potentiel de croissance;
- renforcement des infrastructures économiques;
- développement du capital humain, protection sociale et emploi;
- renforcement de la gouvernance;
- promotion d'un développement participatif, équilibré et durable.

La SCAPE est arrivée à terme en 2017. La revue globale de sa mise en œuvre a révélé que la plupart des indicateurs macroéconomiques se sont bien comportés, même si les cibles visées ne sont pas atteintes à certains niveaux.

Au regard des leçons tirées de la mise en œuvre de la SCAPE et dans le but de recentrer la politique de développement du pays afin d'y intégrer les approches et mesures stratégiques pour relever les nouveaux défis et enjeux, le gouvernement a entamé en 2016 l'élaboration d'un nouveau cadre de référence dénommé Plan national de développement (PND) qui couvrira la période 2018-2022. L'objectif général du PND est d'«améliorer la compétitivité de l'économie togolaise dans un environnement attractif qui garantit le bien-être et l'épanouissement de toute la population». Pour atteindre cet objectif, trois axes stratégiques ont été définis.

Le premier axe stratégique intitulé «mettre en place un hub logistique d'excellence pour le commerce international accompagnant le développement d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région», vise l'amélioration des performances logistiques et contribue à l'amélioration de la compétitivité et de la productivité globale de l'économie et à la création d'emplois décents.

Le deuxième axe «créer des emplois à travers le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives» a pour finalité la réduction de la pauvreté à travers l'accélération de la création de la richesse et d'emplois décents.

Le troisième axe stratégique permet d'améliorer le niveau de développement humain. Son intitulé est «consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion».

2.2 Politique nationale de l'emploi

Pour renverser les courbes du chômage et du sous-emploi dans le pays, l'Etat togolais s'est doté de la Politique nationale de l'emploi (PNE) en mars 2014. La PNE vise à promouvoir l'emploi et réduire la pauvreté par l'accroissement des opportunités d'emplois décents à la majorité de la population sur la période 2014-2018. Pour y parvenir, il faut réduire les taux de chômage et de sous-emploi respectivement de 0,5% et de 1% par an.

La mise en œuvre de la PNE s'est poursuivie à travers ses quatre orientations stratégiques à savoir:

- l'amélioration de la capacité d'absorption de la main d'œuvre;
- la facilitation de l'accès des groupes vulnérables (personnes handicapées, jeunes et femmes) et migrants à l'emploi;
- le renforcement de la gouvernance du marché de l'emploi et;
- l'amélioration de l'employabilité de la main-d'œuvre.

Le processus d'évaluation à mi-parcours a été lancé en 2017. Aussi, la stratégie de la migration professionnelle et son plan d'actions opérationnel ont été élaborés et validés dans le but de mieux gouverner et gérer ce secteur.

2.3 Le Programme Pays de promotion du travail Décent 2018 – 2021 (PPTD)

Le présent Programme, élaboré en 2017, constitue un cadre privilégié de coopération avec le Bureau international du travail (BIT) qui a appuyé le processus de son élaboration. Il est arrimé au plan national de développement (PND) 2018-2022 et à l'objectif 8 des ODD qui vise à promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Il a capitalisé les expériences issues de la mise en œuvre du PPTD 2010-2015.

Le PPTD est fondé sur trois (03) axes prioritaires dégagés de manière consensuelle par les mandants tripartites (gouvernement, employeurs, travailleurs) après un diagnostic et une analyse approfondis du contexte national en matière sociale à savoir:

- la promotion de l'emploi décent pour tous, notamment les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap et les migrants;
- le renforcement et l'extension de la protection sociale et;
- la promotion des normes du travail par le dialogue social.

A chacune de ces priorités sont fixés trois (03) résultats à atteindre avec des indicateurs objectivement mesurables et des produits pertinents à livrer.

Les résultats liés à la priorité 1: «Promotion de l'emploi décent pour les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap» sont:

- les conditions d’insertion sur le marché du travail des jeunes, des femmes et des personnes handicapées et des migrants sont améliorées;
- les capacités des mandants sont renforcées en matière d’intégration de l’emploi des jeunes, des femmes, des personnes handicapées et des migrants dans l’élaboration, la mise en œuvre, la revue et l’évaluation des politiques sectorielles et d’investissement;
- les revenus et les conditions de travail des jeunes, des femmes, des personnes handicapées et des migrants sont améliorés grâce à une stratégie de transition de l’économie informelle vers celle formelle.

Il est prévu au titre des résultats liés à la priorité 2: «Renforcement et extension de la protection sociale»:

- le système de protection sociale, y compris le socle de protection sociale, est renforcé et étendu aux travailleurs et travailleuses non couverts, notamment les petits contribuables et les travailleurs et travailleuses de l’économie informelle;
- la protection sociale des travailleurs migrants est améliorée;
- les mandants prennent des mesures pour améliorer la conformité des lieux de travail aux normes en sécurité et santé au travail.

Les résultats à atteindre au titre de la priorité 3: «Promotion des normes du travail par le dialogue social» sont les suivants:

- les mandants renforcent l’application des normes internationales du travail, avec un accent particulier sur les principes et droits fondamentaux au travail;
- les structures de l’administration du travail disposent des capacités accrues pour intervenir dans les entreprises, y compris les très petites et les moyennes entreprises et celles de l’économie informelle;
- les partenaires sociaux accroissent leur influence sur les politiques économiques et sociales à travers un dialogue social renforcé.

2.4 Stratégie nationale de la protection sociale

La Stratégie nationale de la protection sociale (SNPS) validée en 2013 est en cours de mise en œuvre. Elle permet à terme de protéger les populations togolaises contre les vulnérabilités et les risques sociaux. Elle repose sur des outils relatifs à l’assurance sociale, aux filets sociaux de sécurité et aux mesures prises afin d’améliorer l’accès des populations les plus pauvres et les plus vulnérables aux services sociaux de base.

La stratégie nationale reprend les 3 objectifs stratégiques énoncés dans la politique nationale et y ajoute un objectif transversal visant à renforcer le cadre institutionnel, les capacités administratives et le financement du secteur.

Le premier objectif stratégique de la SNPS est de «Renforcer et étendre le système contributif d’assurance sociale fiable et économiquement viable, qui apporte une réponse aux risques liés à la santé, aux maladies professionnelles et accidents du travail, à la vieillesse, aux décès, aux invalidités et à la prise en charge des besoins des enfants». Il vise à mettre en place et à développer à terme des mécanismes de protection sociale, essentiellement contributifs, qui offrent aux cotisants des niveaux plus élevés de protection sociale.

Le deuxième objectif stratégique permet de «Prévenir l'indigence et renforcer le capital humain des personnes les plus vulnérables, notamment celles ayant des enfants par le biais d'un système intégré de filets de sécurité qui réponde aux besoins des pauvres chroniques, des individus affectés par des chocs et des catastrophes et des groupes vulnérables spécifiques et faciliter leur accès aux services sociaux de base». Cet objectif stratégique vise à mettre en place le premier niveau du socle de protection sociale et à ce titre devrait constituer une priorité pour assurer la mise en œuvre des quatre garanties essentielles.

Le troisième objectif stratégique est intitulé: «Promouvoir les conditions de travail décent pour tous les travailleurs et renforcer l'employabilité, l'accès aux emplois et aux revenus des groupes souvent exclus du marché du travail en lien avec les politiques nationales de travail et d'emploi» Au regard de cet objectif, l'emploi demeure la source principale de création de richesses et de renforcement des capacités des populations à se prendre en charge.

Le quatrième objectif stratégique de la SNPS est un objectif transversal. Il vise à renforcer le cadre institutionnel, la coordination, les capacités administratives et le financement de la protection sociale. Cet objectif transversal entend assurer la promotion de complémentarités entre les différentes composantes de la stratégie, le développement d'outils conjoints pour le ciblage, la gestion de l'information et le référencement des bénéficiaires entre programmes afin d'améliorer l'efficacité, éviter des chevauchements et ainsi gagner en économies d'échelle.

2.5 Politique nationale du travail

La vision de la Politique nationale du travail (PNT) est de contribuer à l'émergence du Togo en garantissant un niveau de compétitivité élevé à l'ensemble des entreprises et un travail décent à tous les travailleurs, grâce au fonctionnement harmonieux de son marché du travail à l'horizon 2030.

Pour réaliser cette vision, il est important de faire du secteur du travail un instrument de progrès en favorisant, incitant, attirant et sécurisant les investissements tout en veillant à l'épanouissement de l'Homme au travail. Elle demande aussi une humanisation du travail salarié et une facilitation de la création de richesses par les travailleurs. Il s'agit donc de mettre en place des conditions nécessaires pour offrir à chaque togolaise et à chaque togolais en âge de travailler, un travail décent.

L'objectif général de la PNT est de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de favoriser l'accès de tous les togolais à un travail décent. Cet objectif général est décliné en trois objectifs spécifiques à savoir: (i) la promotion du respect des principes et droits fondamentaux au travail, (ii) le garantissement des conditions de travail décent pour les travailleurs de tous les secteurs d'activités et (iii) le renforcement des capacités et l'efficacité du système d'inspection du travail.

2.6 Rappel des conventions relatives à l'emploi et au travail ratifiées par le Togo

Membre de l'OIT depuis 1960, le Togo a ratifié à ce jour 25 conventions en vigueur dans les domaines du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale. Le tableau suivant présente ces conventions.

Tableau 1: Conventions ratifiées par le Togo

Conventions ratifiées par le Togo	Date de la ratification
N° 4 sur le travail de nuit (femmes)	07 juin 1960
N° 6 sur le travail de nuit des enfants (industrie)	07 juin 1960
N° 11 sur le droit d'association (agriculture)	07 juin 1960
N° 13 sur la céruse (peinture)	07 juin 1960
N° 14 sur le repos hebdomadaire (industrie)	07 juin 1960
N° 26 sur les méthodes de fixation des salaires minima	07 juin 1960
N° 29 sur le travail forcé	07 juin 1960
N° 41 (révisée) du travail de nuit (femmes)	07 juin 1960
N° 81 sur l'inspection du travail	30 mars 2012
N° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical	07 juin 1960
N° 95 sur la protection du salaire	07 juin 1960
N° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective	08 novembre 1983
N° 100 sur l'égalité de rémunération	08 novembre 1983
N° 102 sur la sécurité sociale (norme minimum)	07 juin 2013
N° 105 sur l'abolition du travail forcé	10 juillet 1999
N° 111 concernant la discrimination (emploi et profession)	08 novembre 1983
N° 122 sur la politique de l'emploi	30 mars 2012
N° 129 sur l'inspection du travail (agriculture)	30 mars 2012
N° 138 sur l'âge minimum	16 mars 1984
N° 143 sur les travailleurs migrants	08 novembre 1983
N° 144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail	08 novembre 1983
N° 150 sur l'administration du travail	30 mars 2012
N° 182 sur les pires formes de travail des enfants	19 septembre 2000
N° 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail	mars 2012
Convention du travail maritime (MLC, 2006).	février 2006

Source: DGT

Par ailleurs, les études de conformité des conventions 183 sur la protection de la maternité et 189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques avec la législation nationale ont été validées en 2017 et une feuille de route devant conduire à la ratification de ces conventions est définie par les acteurs.

En dehors de ces conventions de l'OIT, le Togo a aussi ratifié la convention multilatérale de sécurité sociale de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (CIPRES).

2.7 Plan sectoriel de l'éducation (PSE)

Le Plan sectoriel de l'éducation (PSE) est depuis 2010 le document cadre de développement du secteur de l'éducation qui repose sur quatre sous-secteurs: (i) enseignement préscolaire, primaire et secondaire (ii) enseignement technique et formation professionnelle, (iii) l'enseignement supérieur et la recherche et (iv) l'alphabétisation.

En effet, le PSE qui entend améliorer l'accès, l'équité et la qualité de l'éducation au Togo, repose principalement sur quatre axes:

Axe 1: développer un enseignement fondamental de qualité (prenant en compte le primaire et le premier cycle du secondaire) avec pour objectif prioritaire l'atteinte de la scolarisation primaire universelle en 2022;

Axe 2: étendre la couverture du préscolaire, notamment le développement de l'expérience communautaire au bénéfice des populations rurales et des milieux les plus défavorisés;

Axe 3: développer, dans l'enseignement secondaire second cycle, l'enseignement technique et la formation professionnelle et l'enseignement supérieur, des formations qui, en quantité comme en qualité, seraient déterminées en référence aux demandes de l'économie togolaise;

Axe 4: diminuer le taux d'analphabétisme.

Au regard des enjeux actuels qui intègrent les Objectifs de développement durable (ODD) et l'élaboration du Plan national de développement (PND), le PSE fera l'objet d'une seconde révision en 2018 après celle de 2013.

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques du PSE notamment celle relative à la réforme de l'enseignement supérieur, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) a initié un processus d'inspection annuelle du dispositif de formation (infrastructures, équipements, personnel enseignant, ressources pédagogiques, système d'évaluation, conditions d'entrée, etc.) des instituts d'enseignement supérieur privé sur toute l'étendue du territoire pour s'assurer de la qualité des formations dispensées. Par ailleurs, une nouvelle politique des bourses prônant l'excellence est en cours de mise en œuvre et un système d'assurance qualité est en cours d'implémentation à travers des ateliers de sensibilisation et de renforcement de capacités depuis 2017.

De plus, dans la perspective d'atteinte des objectifs du PSE, le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a entrepris l'élaboration de la stratégie de développement des compétences techniques et professionnelles avec l'appui technique et financier de l'UNESCO sur la base d'une étude diagnostique du système d'enseignement technique et de formation professionnelle (ETFP) et du schéma directeur de la formation duale au Togo.

Il faut rappeler que le secteur de l'éducation organise une revue annuelle pour mesurer le niveau d'atteinte des objectifs du PSE, relever les difficultés rencontrées et préconiser des mesures correctives.

2.8 Politique nationale agricole

La politique nationale agricole a pour vision de développer «une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 ». Pour ce faire, le gouvernement entend accélérer la création d'emplois et réduire la pénibilité du travail. Ainsi, il s'est fixé entre autres objectifs de développement l'amélioration

du niveau des revenus agricoles et la création des emplois agricoles décents. Pour y parvenir, l'une des stratégies est de promouvoir l'innovation technologique, la formation professionnelle et assurer la diffusion des meilleures techniques pour accompagner la transformation de l'agriculture.

Pour opérationnaliser ces mesures, il est mis en place le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) qui se repose sur le renforcement et la mise en œuvre d'instruments visant à inciter les acteurs publics et privés à joindre les efforts pour valoriser les potentialités environnementales, économiques et sociales du Togo. Cette stratégie s'illustre déjà à travers la mise en place du projet de développement des agropoles au Togo dont celles de Kara (en cours de réalisation), Oti et Haut mono choisies comme sites pilotes.

Partie 2: Etat du Système d'informations sur le marché du travail en 2017 et perspectives

Cette section évoque les réalisations enregistrées en 2017 et les perspectives en relation avec le système d'informations sur le marché du travail.

1. Dispositions réglementaires et stratégiques

Le processus de réformes du système statistique national est entamé depuis 2011 par l'adoption de la Loi statistique N° 2011-014 du 03 juin 2011 qui a permis de renforcer la coordination du Système statistique national (SSN) et d'améliorer en quantité et en qualité la production des statistiques à travers la mise en place du Conseil national de la statistique (CNS) doté d'un secrétariat assuré par l'INSEED.

Dans le cadre de l'opérationnalisation de l'INSEED, les travaux du conseil d'administration (CA) ont permis d'adopter au cours de l'année 2017 le règlement financier et comptable de même que le manuel de procédures administratives. Ces travaux font suite à ceux de 2016 notamment l'adoption de l'organigramme, la grille salariale du personnel, le statut du personnel et le règlement intérieur de l'INSEED. Le CA a également produit les documents de fin d'exercice 2016 et les comptes de fin d'exercice 2016.

1.1 Système statistique national

Les activités réalisées en 2017 sont orientées vers la coordination du système de statistique national (SSN), la poursuite de l'opérationnalisation de l'INSEED, la production et la diffusion de données. Le rapport d'activités du SSN de l'année 2017 a porté sur 109 activités à raison de 100 activités programmées dans le PTA 2017 (91,74 %) et 09 activités non programmées (8,26%). Dans l'ensemble, le taux d'exécution des activités représente seulement 25%, ceci pour des raisons de manque de financement.

Au cours de l'année 2017, l'INSEED a réalisé plusieurs travaux de terrain notamment l'Enquête par grappes à indicateurs multiples sixième série (MICS6), l'Enquête Intégrée sur l'emploi et le Secteur Informel (ERI ESI), l'Enquête sur les indicateurs de paludisme au Togo-2017 (EIPT), l'Enquête pour l'élaboration de la cartographie de la pauvreté et le Recensement général des entreprises (RGE).

Dans le but de renforcer la production statistique dans les différents secteurs, la formation des agents techniques de la statistique (ATS) s'est poursuivie en 2017. Les agents formés vont renforcer la production statistique de leur secteur.

1.2 . Dispositions réglementaires du MDBAJEJ

Au cours de l'année 2017, deux nouveaux projets (Filets sociaux et services de base -FSB- projet d'opportunité d'emplois pour les jeunes vulnérables – EJV-) financés par la Banque mondiale, après l'achèvement du projet de développement communautaire et des filets sociaux (PDCplus) ont été mis en œuvre. De plus, l'Union des chambres régionales de métiers

(UCRM) a été installée et l'avant-projet de loi portant alimentation scolaire au Togo ainsi que la cartographie des localités disposant de Comité de développement à la base (CDB) ont été élaborés.

Par ailleurs, le Fonds national de la finance inclusive et la Direction de la promotion de la finance inclusive ont été rattachés à la présidence via la création d'un secrétariat d'Etat.

En outre, le ministère à travers le Programme national de développement de la plateforme multifonctionnelle (PN-PTFM) a signé un accord de financement d'un montant de 974 124 125 F CFA avec le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) pour l'acquisition, l'installation et l'opérationnalisation de quarante (40) PTFM solaires

2. Etat de mise en œuvre du plan d'actions de 2017

Les principales activités programmées dans le cadre du renforcement du SIMT pour le compte de l'année 2017 sont au nombre de 127 dont 88 pour le secteur de l'emploi. L'analyse de l'état de leur mise en œuvre montre que 75 activités ont été réalisées soit un taux d'exécution de 59,1 % et 31 en cours de réalisation, soit 24,4%. Les activités non réalisées sont au nombre de 21, soit 16,5%.

Sur les 88 activités prévues dans le secteur de l'emploi, 54 ont été exécutées soit un taux de 61,4%, 21 sont en cours de réalisation, soit 23,8% et 12 n'ont pas été réalisées, soit 13,3%. Par contre pour la formation, sur 40 activités planifiées 21 sont réalisées, soit un taux d'exécution de 52,5%, 10 en cours de réalisation, soit 25% et 09, soit 22,5% ne sont pas exécutées. (Voir le tableau n°4 en annexe).

Les raisons qui expliquent la non réalisation de certaines activités sont, entre autres, l'insuffisance de financement, le retard dans la mise à disposition de la contrepartie de l'Etat, la faible capacité de consommation des crédits alloués et la lourdeur dans le processus de passation des marchés publics.

3. Résultats des différentes activités menées sur le marché du travail

3.1 Coordination et production d'informations sur le marché du travail en 2017

Le département de l'observatoire de l'emploi a réalisé au cours de l'année 2017 des activités qui ont contribué à l'ancrage de son rôle de coordinateur du système d'informations et de producteur d'informations sur le marché du travail et à. Parmi celles-ci, on peut retenir (i) l'élaboration des bulletins sur le marché du travail, du rapport 2016 sur le Système d'informations du marché du travail, (ii) l'actualisation des indicateurs de la formation professionnelle dans l'espace UEMOA et de deux bases de données (les programmes et projets d'emploi des jeunes et l'outil d'orientation professionnelle) et (iii) la réalisation de l'enquête sectorielle sur les métiers porteurs dans 6 villes du Togo (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong).

3.2 Principales activités menées sur le marché du travail par les ministères chargés de l'emploi

Ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative

Au cours de l'année 2017, le ministère de la fonction publique a procédé au renforcement du cadre stratégique et programmatique de promotion de l'emploi. Ainsi, le Togo a abrité du 06 au 08 septembre 2017, le VIII^{ème} sommet des ministres chargés de l'emploi et de la formation professionnelle de l'espace UEMOA. A travers ce sommet, il a été question de faciliter l'insertion et la mobilité professionnelles des jeunes dans la sous-région au moyen de la mutualisation des ressources et des outils de formation professionnelle et de promotion de l'emploi dans l'espace UEMOA. Ce sommet a également permis d'adopter la plateforme de mutualisation des ressources et outils de formation professionnelle, de signer le protocole d'entente de mutualisation par les ministres et de lancer officiellement la plateforme de mutualisation des ressources et outils de formation professionnelle.

Ministère de la planification du développement

Au cours de l'année 2017, les enquêtes réalisées par l'INSEED ont permis de créer des emplois temporaires. Ainsi, l'enquête par grappes à indicateurs multiples, sixième série (MICS6) a généré 106 emplois, l'Enquête intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI ESI) avec 372 emplois, l'Enquête sur les indicateurs de paludisme au Togo-2017 (EIPT) 82 emplois et l'Enquête pour l'élaboration de la cartographie de la pauvreté 132 emplois.

Par ailleurs, pour la réalisation du Recensement général des entreprises (RGE), démarré dans la même année, 700 emplois ont été créés.

L'Etat togolais, avec l'appui financier de l'Union européenne a formé, une centaine d'Agents techniques de la statistique (ATS) en 2017 à l'Ecole nationale d'administration (ENA) en collaboration avec l'Ecole nationale de la statistique et de l'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

Ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes

En 2017, dans le cadre du programme « promotion du développement à la base », les actions menées ont permis d'obtenir plusieurs résultats. Au nombre de ces résultats, figurent l'accompagnement de 1 717 groupements ; la mise en œuvre de 208 Activités génératrices de revenus (AGR); le renforcement des capacités organisationnelles et techniques de 1 351 CDB. Aussi, 219 comités de développement ont-ils été appuyés dans le cadre de l'élaboration de leurs plans d'actions. D'autres résultats ont été également obtenus. Il s'agit de l'installation de 77 plateformes multifonctionnelles, de la réalisation de 217 projets communautaires et de l'accompagnement de 171 nouveaux quartiers urbains par le PDC-ZU pour la gestion de leur développement.

Concernant le secteur de l'Artisanat, la formation de 1 017 maîtres artisans a été assurée. Aussi, 461 artisans ont-ils participé aux différentes foires nationales et internationales. La poursuite des actions de promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a permis de former 2 327 jeunes en entrepreneuriat. Ces jeunes formés ont créé 768 micro-entreprises. A travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre, 22 128 emplois temporaires ont été créés au profit des jeunes. Aussi, 6 269 emplois durables ont-ils été créés.

Les résultats par projet, programme et par structure

➤ Résultats de l'Agence nationale du volontariat du Togo (ANVT)

L'ANVT, au cours de l'année 2 017, a mobilisé et déployé 4 220 nouveaux volontaires nationaux. En outre, 100 000 jeunes ont été touchés par les activités socioéducatives.

➤ Résultats du PDCplus

Les résultats du PDCplus portent sur les activités génératrices de revenus et les filets sociaux. Au titre des activités génératrices de revenus, 208 activités ont été financées et ont permis d'améliorer sensiblement le niveau de rentabilité des activités des Groupement d'intérêt économique (GIE). Concernant les filets sociaux, sur le volet des travaux à haute intensité de main d'œuvre, le projet a créé 12 754 emplois temporaires. Ces emplois ont été utilisés pour réhabiliter 154 ouvrages dont 115 pistes rurales et 39 retenues d'eau à des fins de production agricole.

➤ Résultat du PDC-ZU et du PSMICO

Dans le cadre de la mise en place des infrastructures, le PDC-ZU et le Projet de soutien aux micro-projets communautaires (PSMICO) ont utilisé 95 entreprises qui ont employé au total 1085 ouvriers dont 369 locaux.

➤ Résultats du Fonds national de la finance inclusive (FNFI)

En 2017, le Fonds national de la finance inclusive, a touché 25 204 nouvelles personnes, soit 9 283 bénéficiaires pour le produit Accès des pauvres aux services financiers (APSEF), 14 563 pour Accès des agriculteurs aux services financiers (AGRISEF) et 1 358 pour Accès des jeunes aux services financiers (AJSEF).

Aussi, 78 163 personnes ont-ils bénéficié du renouvellement de leurs crédits au niveau des différents produits à savoir: APSEF (62 867), AGRISEF (13 875) et AJSEF (1 421).

➤ Résultats du Projet d'Appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP)

La mise en œuvre du PAEIJ-SP a permis de créer 8 762 emplois répartis comme suit:

- 8 508 dans le segment de la production de matières première pour 8 PME de transformation et 5 agrégateurs;
- 224 temporaires (labour, défrichage);
- 11 prestataires de services;
- 19 postes avec une ONG partenaire dénommée Entreprise territoire et développement (ETD).

➤ **Résultats du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ)**

Au cours de la période, 1 625 jeunes porteurs d'idées d'entreprises ont été inscrits au dispositif du FAIEJ. Par ailleurs, 1 380 jeunes ont été outillés en techniques de création d'entreprises (TCE), en qualification métiers et en gestion d'entreprise et gestion de crédits.

En plus, 173 jeunes entrepreneurs ont bénéficié d'une formation en management d'entreprise et en techniques additionnelles; 541 plans d'affaires ont été cadrés et 323 financés.

Toutes ces actions ont permis de créer 969 emplois directs et durables à travers l'installation de 323 Petites et moyennes entreprises.

Ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE)

L'ANPE a inscrit en 2017 dans sa base 8 740 demandeurs d'emploi (DE) constitués majoritairement d'hommes (67,1%) et a délivré 6 089 cartes de demandeurs d'emploi. Au cours de cette période, le nombre de demandeurs d'emplois reçus en entretien de positionnement par les conseillers en emploi (CE) de cette agence est de 6 603. Parmi ces derniers, 4 080 ont été formés en techniques de recherche d'emploi. Par ailleurs, les conseillers ont fait le suivi post formation de 3 061 DE.

Sur le plan de l'orientation professionnelle, l'ANPE a reçu 510 personnes en orientation individuelle et personnelle. De différentes activités ont été réalisées au profit des élèves et des étudiants. Il en est ainsi de 2 928 personnes qui ont bénéficié de l'orientation scolaire et professionnelle à travers des sensibilisations, des communications, des séances d'information et des entretiens avec des apprenants.

Par ailleurs, l'ANPE a placé en stage par le biais du programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE), 1 852 primo demandeurs d'emploi dans les entreprises.

En outre, elle a inséré 30 DE par l'entremise du service à personne (SAP) et 01 personne dans la mise en œuvre de l'accord signé avec l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Des entreprises ont été accompagnées notamment en matière de mise à disposition de la main d'œuvre qualifiée à travers l'activité de la prospection. En effet, 320 nouvelles entreprises ont été prospectées et ont permis de dénicher 66 offres d'emplois. En plus de ces nouvelles entreprises, des visites ont été effectuées par les conseillers de l'ANPE dans 179 entreprises permettant de décrocher 96 autres offres d'emplois. Ainsi, les descentes en entreprises ont permis d'enregistrer au total 162 offres de placements en 2017.

Pendant la même période, des recrutements/placements ont été faits à d'autres entreprises qui se sont adressées par écrit à l'ANPE. Ainsi, l'agence a recruté au profit de ces entreprises 217 personnes et placé 253 autres. En définitive, en 2017, l'ANPE a déniché au total 632 offres d'emplois qui sont totalement pourvues.

Sur le volet de l'entrepreneuriat, l'ANPE a, en vue de susciter l'esprit entrepreneurial auprès des populations cibles, sensibilisé 120 jeunes (dont 47 femmes) principalement dans les régions maritime et des plateaux.

Elle a aussi, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), identifié et formé 100 formateurs accompagnateurs (dont 10 femmes) à la méthodologie GERME du BIT. Formés sur toute l'étendue du territoire (20 formateurs par région), ces formateurs ont pour mandat l'accompagnement local des cibles du projet dans la création et la gestion de leurs entreprises. A l'issue de leur formation, ces formateurs ont eu à former 384 cibles du projet (parmi lesquels on compte 39 femmes) dont l'accompagnement à l'élaboration de plans d'affaires a permis de disposer de 350 plans d'affaires finalisés. Sur sollicitation du PNPER, l'ANPE a eu à former 365 promoteurs ruraux identifiés par divers structures demandeurs des services du projet. Il s'agit du CERSA (116 promoteurs dont 12 femmes), du CIDAP (50 promoteurs dont 5 femmes). Suite à ces formations et après accompagnement, 313 plans d'affaires ont été élaborés. De plus, 317 entrepreneurs potentiels dont 88 femmes ont été formés en création et gestion d'une micro entreprise, à Lomé et dans les régions sur sollicitation de la GIZ, de BORNEFONDEN et certains ont été directement identifiés par l'ANPE (171 bénéficiaires).

Le ministère chargé du travail, dans le cadre de ses activités, a élaboré et validé la stratégie de la migration professionnelle avec l'appui technique et financier de la CEDEAO et de l'Union Européenne.

Dans le domaine du contrôle de l'application de la législation sociale, les services d'inspection du travail ont réalisé 956 visites d'entreprises formelles et informelles contre 1 193 visites en 2016. Ils ont également réglé 2 955 conflits de travail en 2017 dont 2 016 conflits collectifs et 939 conflits individuels contre 2 896 conflits en 2016 (2 414 conflits collectifs et 482 conflits individuels). Par ailleurs, 25 comités de sécurité et santé au travail ont été installés, et 147 élections de délégués du personnel ont été supervisées sur toute l'étendue du territoire.

Dans le cadre de la promotion du dialogue social et la coopération tripartite, le ministère a visé 4 604 contrats répartis comme suit: 4 383 contrats nationaux, 122 contrats étrangers et 03 contrats d'apprentissage. La répartition des contrats selon la durée montre que 4 001 contrats à durée déterminée ont été visés contre 382 contrats à durée indéterminée. Selon le sexe, il ressort que 641 contrats signés concernent les femmes. Le ministère a agréé 6 entreprises de travail temporaire ou d'intérim, visé 45 règlements intérieurs et certifié 03 statuts du personnel.

Par ailleurs, les activités concernant l'organisation d'une table ronde sur le dialogue social au Togo se sont poursuivies en 2017 à travers des missions de partage d'expérience en Algérie et au Sénégal.

En matière de la promotion de la protection sociale, le ministère a assuré le suivi et l'évaluation du fonctionnement de 5 Comités régionaux de promotion de la protection sociale,

renforcé les capacités institutionnelles et techniques du système national de protection sociale, formé 04 administrateurs dont 02 femmes à la gestion du site internet de la protection sociale au Togo.

Enfin, le projet de loi modifiant la loi n°2011-003 du 18 février 2011 instituant un régime obligatoire d'assurance maladie des agents publics et assimilés a été validé.

3.3 Emplois créés dans le secteur agricole

Au cours de l'année 2017, 4 373 emplois ont été créés par les projets et programmes du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique (MAEH). Cet effectif inclut les cadres et les agents d'appui.

➤ Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA)

Les actions du PNIASA à la promotion des filières porteuses et de valorisation des produits agricoles ont permis de créer des emplois dans le secteur agricole.

Le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) soutient la mise en place des entreprises de services aux organisations des producteurs (ESOP) et le développement des PME/PMI agro-industrielles à travers les fonds compétitifs.

En 2017, dans l'ensemble, 2 083 emplois ont été créés: 1 396 emplois temporaires et 987 permanents.

Le projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT) a permis de recruter 05 agents pour la gestion de l'unité de projet.

Le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) a créé 85 emplois dont 31 emplois permanents.

➤ Autres projets et programmes du secteur agricole

Outre les emplois créés dans le cadre du PNIASA, les programmes ProDRA, ETFPA, ProSécAl, SSAB, ont généré également 18 emplois.

Au niveau de l'UTCC, il est créé 2 200 emplois y compris les emplois saisonniers.

3.4 Secteur de l'environnement

Au niveau du Ministère de l'environnement et des ressources forestières (MERF), les actions entreprises à travers la mise en œuvre de 11 projets et programmes ont créé des emplois :

La conduite du Premier rapport biennal actualisé¹ (PRBA) en 2017 a permis de recruter 09 personnes, tous des hommes, dont 03 consultants internationaux pour une durée déterminée. Le financement des programmes sur les changements climatiques à travers le Fonds vert a permis de recruter 04 consultants dont 02 internationaux pour mener une étude de terrain.

¹ Le Premier rapport biennal actualisé (PRBA) permet au pays de disposer des informations fiables sur les circonstances nationales, les émissions de gaz à effet de serre ainsi que les politiques et les mesures d'atténuation des changements climatiques(CC) afin de faciliter leur prise en compte dans la planification nationale.

Sur le projet Evaluation des besoins technologiques (EBT) au changement climatique, il a été recruté 02 consultants nationaux dont 01 femme pour la préparation du plan d'actions technologique et idée de projet en adaptation et atténuation pour lutter contre le changement climatique.

Le Projet de relèvement du niveau de résilience des acteurs vulnérables du secteur de l'agriculture de Mandouri a, quant à lui, permis de recruter 03 consultants nationaux et 01 cabinet international.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan de gestion de l'élimination des hydrochlorofluorocarbones (PGEH), le Bureau Ozone, a recruté 10 employés dont 03 femmes pour conduire l'enquête sur la consommation des Hydro chlorofluorocarbones (HCFC).

Les activités réalisées² dans le cadre du projet Eco-Villages ont permis de créer 67 Activités génératrices de revenus (AGR) améliorant ainsi les conditions de vie de plus de 1500 personnes.

Le projet d'appui à la valorisation et à la modernisation de la filière des produits forestiers non ligneux au Togo a permis de recruter 12 personnes dont 05 consultants nationaux.

Le projet Renforcement du rôle de conservation du système national des aires protégées du Togo a employé 58 personnes dont 01 consultant international.

Le projet FAO a permis de générer 60 emplois temporaires avec 25 postes occupés par les femmes et de créer 40 AGR dont 10 gérées par les femmes.

Le Projet d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC) a généré 79 emplois temporaires dont 23 occupés par les femmes et 66 AGR avec 21 gérées par les femmes.

Le Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT) a permis de créer 15 AGR et de recruter 2 650 personnes dont 981 femmes. Le nombre de consultants recrutés pour les prestations aux bénéficiaires des sous-projets est de 03. En outre, le projet a eu à former 903 personnes aux thématiques techniques d'adaptation aux changements climatiques.

3.5 Secteur des infrastructures et des transports

La situation du marché de travail au ministère des infrastructures et des transports a été marquée en 2017 par un recrutement de main d'œuvre qualifiée dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des travaux d'infrastructures définie par le gouvernement. Les emplois créés portent essentiellement sur l'exécution des projets de l'Etat par les entreprises. Les agents nouvellement recrutés sont essentiellement du sexe masculin, majoritairement (plus de 80%) sous contrat à durée déterminée et exercent à tous les niveaux des postes ouverts. Au total, 954 emplois ont été générés.

Des travaux de réhabilitation, de rénovation et de construction des infrastructures ont généré des emplois dont les principaux sont:

² Il s'agit de : Aménagement de 02 périmètres écologiques, mise en place de 10 unités d'élevage de petits ruminants améliorés à Ando-Kpomey et la redynamisation des sites de production de poisson et du miel de Donomadé.

- 22 emplois dans le cadre du projet de réaménagement et d'extension de la nouvelle aérogare;
- 259 emplois dans celui des contrôles, surveillance et exécution des travaux d'entretien des routes nationales transversales revêtues, campagne 2017 ;
- 320 emplois pour les contrôles, surveillance et exécution des travaux d'entretien de la voirie des principales villes de l'intérieur du pays, campagne 2017 ;
- 172 emplois pour le compte des contrôles, surveillance et exécution des travaux d'entretien des routes en terre prioritaires, campagne 2017;
- 130 emplois pour le projet de construction de 2 ponts sur les rivières kara (120 mètres linéaires) et Koumongou (160 mètres linéaires) ;
- 48 emplois pour celui de l'aménagement du bâtiment administratif à la direction des transports routiers et ferroviaires ;
- 3 emplois (02 postes d'assistants et 01 poste de formateur en gestion de projets) ont été pourvus par un bureau d'étude dans le cadre de la réhabilitation de la route communautaire UEMOA (CU 9) et la facilitation du transport sur le corridor Lomé-Ouagadougou (Multinationale Togo-Burkina Faso); la réhabilitation, le renforcement, l'aménagement et le bitumage de certaines routes du réseau revêtu et non revêtu sur environ 339 km.

Il est important de rappeler que ces données ne concernent que les projets ayant été renseignés dans le délai par les entreprises exécutrices des travaux. Il existe encore bien d'autres réalisations dont les données n'ont pu être captées pour figurer dans le présent rapport.

En ce qui concerne les formations relatives aux emplois, le Centre régional de formation pour l'entretien routier (CERFER) a renforcé les capacités de 140 agents issus de PME nationales intervenant dans le BTP sur les techniques d'exécution des grosses réparations des voies revêtues.

3.6 Situation du personnel dans les universités publiques

L'Université de Kara (UK) comptait 433 agents administratifs en 2017 contre 432 en 2016. L'effectif des enseignants était de 152 en 2017 contre 129 en 2016.

S'agissant de l'Université de Lomé (UL), il est dénombré 972 agents administratifs dont 326 femmes en 2017 contre 1 013 dont 342 femmes en 2016. L'effectif des enseignants en 2017 est chiffré à 534 dont 54 femmes contre 548 dont 54 femmes en 2016.

3.7 Principaux résultats relatifs à la formation

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la formation, le ministère chargé de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (METFP) a procédé à l'ouverture de nouvelles filières au Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) et organisé un atelier de renforcement des capacités des enseignants en évaluation des apprentissages.

Par ailleurs, avec l'appui de la coopération allemande GIZ, les livrets de formation de deuxième et troisième années de cinq métiers³ ont été élaborés dans le cadre de la formation du type dual ainsi que l'adaptation de matériel didactique d'alphabétisation fonctionnelle. Les inspecteurs et les Directeurs centraux ont été formés en "Developing a curriculum (DACUM 1,2 et 3)" en vue de l'élaboration des curricula de formation. En attendant l'intégration de l'entrepreneuriat dans la formation duale pour maximiser la chance des formés en matière d'insertion professionnelle, des livrets de formation inspirés de l'outil Formation en développement d'affaires (FODA) ont été élaborés.

La GIZ a apporté son appui financier à 05 cadres du ministère pour leur permettre de participer à l'atelier régional de mutualisation des outils et des curricula de formation professionnelle à Grand-popo au Bénin.

Toujours avec l'appui de la GIZ, le renforcement du système dual à travers la sensibilisation de 143 artisans et apprentis et la mise sur pied des comités de gestion du dual a été réalisé à Sokodé, Tsévié et Kpalimé. Dans le même ordre d'idées, des rencontres d'échanges entre 70 acteurs (artisans et apprentis) sur la charte de partenariat public/privé et les liens avec le système dual-coopératif ainsi que sur les mécanismes d'accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes sortants du système dual ont été organisées. Après la validation officielle des supports pédagogiques de formation professionnelle duale développés dans les cinq métiers pilotes (charte de compétence, profils de compétence, guide d'apprentissage et livrets de formation) les membres des cellules ont été formés pour l'appropriation des outils de collecte de données pour le suivi-évaluation dans les trois villes pilotes (Kpalimé, Tsévié et Sokodé.).

Le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) a financé le renforcement des capacités de 1 495 opérateurs économiques à travers 38 projets collectifs et de 585 agents à travers 20 plans de formation. Par ailleurs, le FNAFPP a apporté son appui à la formation par apprentissage du type dual coopératif par le financement de 5 projets dans 5 filières et la formation de 300 apprentis.

Concernant la formation professionnelle agricole, l'Institut national de formation agricole de Tové (INFA-Tové) a enregistré 142 étudiants en première année et 101 diplômés en 2017.

Le sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche couvre les établissements publics et privés. Au cours de l'année 2017, 88 établissements dont 16 publics ont été répertoriés. Leur répartition par type et par région se présente comme suit :

- 04 universités dont 02 publiques et 84 grandes écoles dont 14 publiques.
- 68 établissements à Lomé-Golfe, 02 dans la région maritime, 05 dans la région des plateaux, 04 dans la région centrale, 09 dans la région de la Kara et 01 dans la région des savanes.

³ Il s'agit de : Electricité bâtiment, menuiserie bois, coupe couture, mécanique auto et mécanique moto)

Le système d'enseignement supérieur a compté pour 2016-2017, 68 182 étudiants dans les universités publiques dont 76,0% à l'université de Lomé. Les filles représentent 28,5% de l'effectif des étudiants dans les universités publiques (22,5% à l'université de Lomé et 6,0% à l'université de Kara).

3.8 Résultats des examens scolaires et professionnels

Cette partie présente l'analyse des résultats des examens du Certificat de fin d'apprentissage (CFA), du Certificat de qualification professionnelle (CQP), du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP), du Brevet de technicien (BT), du Baccalauréat deuxième partie (Bac2) du Brevet de technicien supérieur (BTS), du Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA), du West african science service center and climate change and adapted land use (WASCAL), de l'Ecole normale supérieure (ENS), de l'Ecole nationale de formation sociale (ENFS) et de l'Ecole nationale des sages-femmes (ENSF).

Ainsi, les résultats des examens organisés par le METFP montrent que sur 20 091 candidats présentés à l'examen du CFA, 19 657 ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 97,8%. Il faut remarquer que près de la moitié (49,9%) des admis sont de la spécialité couture et 25,3% des admis sont de la spécialité coiffure. Le CQP a enregistré un taux de réussite de 99,1% sur 110 candidats présents. S'agissant du CAP, sur 2 658 candidats présents, 2168 ont été déclarés admis (81,6%). L'examen du BT a enregistré un taux d'admissibilité de 58,5% représentant 883 admis sur 1508 candidats présents.

L'effectif total des candidats au baccalauréat 2017 est de 67 687 dont 87,9% au baccalauréat général. L'effectif total des admis est de 42 567, soit un taux de réussite global de 62,9%. Le taux de réussite selon le type de baccalauréat est de 59,8% à l'enseignement général et de 84,9% à l'enseignement technique.

Ce taux varie aussi par série entre 38,4% (F4) et 92,8% (G1). Les séries C, E, F1, F3, G1, G2 et G3 présentent un taux de réussite supérieur à 80%. Par contre les séries D, F2, F4 et TI1 ont des taux de réussite en dessous du taux national. Les séries A4 et D ont présenté plus de candidats au Bac2 (32 416 et 26 571) avec un taux de réussite respectifs de 62,6% et de 55,9%.

Les résultats du BTS révèlent un taux national d'admissibilité de 44,9% sur 4 500 candidats inscrits dans 34 filières. La filière comptabilité et gestion des entreprises a l'effectif le plus élevé avec 844 candidats. Elle a enregistré un taux de réussite de 39,3%. Sur l'ensemble des filières, 21 ont obtenu des taux d'admissibilité supérieurs ou égaux à 50%. Par ailleurs, 7 filières ont des taux d'admissibilité en dessous du taux national.

Au cours de l'année académique 2016-2017, il est enregistré 42 diplômés à l'Ecole nationale de formation sociale dont 20 femmes. Au niveau de l'Ecole nationale des sages-femmes, 60

sages-femmes sont nanties de leur diplôme d'Etat. Pour ce qui concerne l'Ecole normale supérieure d'Atakpamé, 397 apprenants ont obtenu leur diplôme dont 47 femmes.

Le Centre d'Excellence Régional sur les Sciences Aviaires (CERSA) a formé pour une durée de 6 mois 76 étudiants dont 18 femmes. Pour le parcours master, l'effectif des étudiants est de 27 dont 8 femmes et pour le doctorat, 12 étudiants dont 5 femmes.

Le Centre scientifique de service ouest africain sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) a formé 10 étudiants pour le parcours master dont 3 femmes.

3.9 Situation de l'emploi de la fonction publique en 2017

L'effectif du personnel de l'Etat est de 53 486 agents dont 10 383 femmes, soit 19,4%. La répartition du personnel selon le statut montre qu'il y a 47 691 agents fonctionnaires, 678 enseignants auxiliaires et 5 117 autres agents immatriculés à la fonction publique.

Tableau 2: Répartition du personnel immatriculé à la fonction publique par catégorie et par sexe en 2017

Catégorie d'agents de l'Etat	Effectif		
	Hommes	Femmes	Total
Fonctionnaires	38 364	9 327	47 691
Enseignements Auxiliaires	669	9	678
Autres agents	4 070	1 047	5 117
Total	43 103	10 383	53 486

Source : Direction de la gestion informatique du personnel de la fonction publique, 2017

4. Besoins et demandes en statistiques du marché du travail

Les utilisateurs des données statistiques ont exprimé en 2017, des besoins pouvant les aider dans leurs activités d'élaboration des documents stratégiques, de suivi-évaluation ou de recherche. Parmi les besoins non satisfaits, certains constituent des priorités qui méritent une attention particulière. Il s'agit :

- des statistiques sur la situation des personnes handicapées ;
- des statistiques sur l'apprentissage formel et non formel ;
- des statistiques actualisées par région des métiers porteurs ;
- du nombre d'entreprises industrielles, commerciales et agricoles soumises au contrôle de l'inspection du travail ;
- des statistiques sur les rémunérations ;
- des statistiques sur les licenciements enregistrés par branche et par secteur d'activités ;
- des statistiques sur les femmes ayant subi la violence au travail par branche et par secteur d'activités;
- des statistiques sur le travail des enfants ;
- des statistiques sur la protection sociale par secteur d'activités;

- des statistiques sur les emplois occupés par des diplômés dans le secteur privé (salariés et auto-emploi);
- des statistiques sur le devenir professionnel des diplômés de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

5. Perspectives

En termes de perspectives, le gouvernement s'emploiera à :

- mettre en œuvre les projets de services de bases et de filets sociaux ainsi que le projet d'opportunités d'emplois des jeunes vulnérables financés par la banque mondiale ;
- réhabiliter et moderniser l'aéroport international de Niamtougou ;
- poursuivre le dédoublement de la route nationale n°1 ;
- construire un ou 2 ports secs ;
- réhabiliter les lignes ferroviaires existantes ou construire une nouvelle ligne ferroviaire Lomé-Cinkassé ;
- élaborer et adopter les textes d'application du règlement portant code communautaire de l'artisanat ;
- amorcer la spécialisation régionale de l'accompagnement du FAIEJ ;
- rendre le dispositif du FAIEJ plus efficient afin d'adapter des offres de services aux besoins des jeunes porteurs de projets ;
- développer l'entrepreneuriat féminin en milieu rural;
- opérationnaliser le programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- élaborer et adopter la loi d'orientation agricole pour permettre au secteur de se professionnaliser.
- rendre l'observatoire de l'emploi autonome ;
- faire l'évaluation à mi-parcours la PNE ;
- mettre en œuvre la stratégie de la migration professionnelle ;
- adopter et mettre en œuvre la stratégie nationale de développement des compétences techniques et professionnelles ;
- finaliser l'actualisation de la politique nationale de la protection sociale ;
- mettre en œuvre le programme d'adaptation professionnelle ;
- finaliser l'évaluation du système de protection sociale à travers l'outil SPPOT ;
- ratifier les conventions 183 et 189 de l'OIT ;

5.1 Plan d'actions de 2018

Le tableau ci-dessous relate le plan d'actions de l'année 2018 relatif aux secteurs de l'emploi et de la formation professionnelle.

Tableau 3 : Plan d'actions 2018

Activités		Structure responsable	Source de financement
SECTEUR EMPLOI			
1	Elaboration des bulletins sur le MT	DOE/ANPE	ANPE
2	Elaboration du rapport national sur le SIMT 2018	DOE/ANPE	ANPE
3	Animation du réseau des points focaux de l'Observatoire de l'emploi	DOE/DOPP/ANPE	ANPE
4	Dissémination des résultats des études du DOE dans les régions	DOE/ANPE	ANPE
5	Organisation des voyages institutionnels de l'UEMOA	DOE/ANPE	ANPE
6	Production des statistiques trimestrielles sur les activités de l'ANPE	DOE/ANPE	ANPE
7	Réalisation de l'étude sur les besoins en compétence dans les secteurs des BTP et Agro-industries	DOE/ANPE	BAD
8	Réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place du dispositif d'identifiant unique des bénéficiaires des programmes et projets d'emploi	DOE/ANPE	BAD
9	Collecte de données et Analyse sectorielle des métiers porteurs dans 6 villes du pays	DOE/ANPE	GIZ
10	Entretiens de positionnement	DOPP/ANPE	ANPE
11	Délivrance des cartes aux DE	DOPP/ANPE	ANPE
12	Suivi post-entretien des DE	DOPP/ANPE	ANPE
13	Accompagnement des différentes cibles en OSP	DOPP/ANPE	ANPE
14	Organisation des journées portes ouvertes dans les points de service	DOPP/ANPE	ANPE
15	Actualisation du guide du DE et sa mise en ligne	DOPP/ANPE	ANPE
16	Elaboration de la charte des chercheurs d'emploi	DOPP/ANPE	ANPE
17	Poursuite de l'exécution du programme AIDE	DOPP/ANPE	ANPE
18	Poursuite de l'exécution des activités sur les services à la personne (SAP)	DOPP/ANPE	ANPE
19	Prospection en entreprises	DOPP/ANPE	ANPE
20	Organisation des clubs RH	DOPP/ANPE	ANPE
21	Organisation de journées métiers (transport, logistique)	DOPP/ANPE	ANPE
22	Mise en œuvre de la convention signée par l'OFII	DOPP/ANPE	ANPE
23	Suivi des porteurs de projet en élaboration de plans	DACE/ANPE	ANPE

	d'affaires		
24	Appui à l'animation de la cité des métiers de Lomé (CDML)	DACE/ANPE	ANPE
25	Poursuite du processus d'adoption des organes de suivi de la PNE	DGE/MFPTRA	ETAT
26	Mise en place des organes de suivi de la stratégie de la migration professionnelle	DGE/MFPTRA	PM
27	Organisation des rencontres des organes de suivi de la politique nationale de l'emploi et de ses stratégies	DGE/MFPTRA	PM
28	Edition et vulgarisation de la stratégie de la migration professionnelle et de son plan d'actions opérationnel	DGE/MFPTRA	ETAT
29	Edition et vulgarisation des instruments juridiques de promotion de l'emploi des personnes handicapées	DGE/MFPTRA	UE
30	Organisation de visites d'étude sur la gouvernance de la migration de travail	DGE/MFPTRA	UE
31	Organisation d'un atelier de formation sur les statistiques de la migration de travail	DGE/MFPTRA	UE
32	Organisation d'un atelier de formation sur la gestion de la migration professionnelle	DGE/MFPTRA	UE
33	Elaboration du rapport bilan 2018 du secteur de l'emploi	DGE/MFPTRA	PM
34	Poursuite de l'évaluation à mi-parcours de la PNE et sa validation	DGE/MFPTRA	PNUD
35	Elaboration et validation du programme de reconversion des diplômés de longue durée	DGE/MFPTRA	Etat
36	Organisation d'une plateforme d'échanges et de discussions sur le rôle des agences de placement privées dans la promotion de l'emploi	DGE/MFPTRA	Etat
37	Organisation d'une journée de sensibilisation sur les opportunités d'emploi au Togo et de dissémination de la carte de potentialités d'emploi des jeunes et des femmes	DGE/MFPTRA	Etat
38	Réalisation d'une étude sur la réglementation de l'externalisation de l'emploi au Togo	DGE/MFPTRA	PNUD
39	Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits des travailleurs migrants	DGE/MFPTRA	OIM
40	Organisation d'une table ronde des bailleurs pour le financement de la stratégie de la migration professionnelle	DGE/MFPTRA	OIM / FMM
41	Organisation d'une plateforme d'échange et de discussions lors de la Journée Internationale de la femme sur l'autonomisation de la femme	DGE/MFPTRA	PNUD
42	Organisation d'une plateforme d'échange et de discussions lors de la Journée Internationale des personnes handicapées sur la promotion de l'emploi des personnes handicapées	DGE/MFPTRA	PNUD / CBM / Handicap International
43	Organisation d'une tournée de sensibilisation sur la migration régulière	DGE/MFPTRA	OIM / FMM
44	Organisation d'une plateforme d'échanges et de discussions sur l'appropriation de la recommandation 205 sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience	DGE/MFPTRA	BIT

45	Elaboration et validation d'un programme d'adaptation et de réinsertion professionnelle des migrants de retour en prenant en compte le genre	DGE/MFPTRA	OIM / UE
46	Réalisation d'une étude prospective sur la création d'emplois au Togo	DGE/MFPTRA	PNUD / BIT
47	Elaboration et validation d'un programme de valorisation des compétences nationales à l'internationales et dans les organisations internationales	DGE/MFPTRA	AMBASSA DE DE FRANCE/ UE
48	Organisation de la quatrième édition de la semaine de l'emploi	DGE/MFPTRA	PNUD
49	Réalisation d'une étude diagnostique dans les secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce et de l'industrie extractive de l'économie informelle	DGT/MFPTRA	BIT
50	Organisation d'un atelier de validation du rapport de l'étude diagnostique dans les secteurs des bâtiments et travaux publics, du commerce et de l'industrie extractive de l'économie informelle	DGT/MFPTRA	BIT
51	Finalisation du document de la stratégie pluriannuelle d'inspection du travail	DGT/MFPTRA	BIT
52	Lancement des campagnes de sensibilisation des acteurs sur la formalisation (mise en place d'un comité)	DGT/MFPTRA	BIT
53	Révision de la convention collective du secteur des bâtiments et travaux publics	DGT/MFPTRA	BIT
54	Négociation de la convention collective des micro-finances	DGT/MFPTRA	ETAT/PAR TENAIRES SOCIAUX
55	Réalisation des visites de contrôle dans 700 entreprises	DGT/MFPTRA	ETAT
56	Négociation de la Convention collective de la Société des postes du Togo	DGT/MFPTRA	ETAT/PAR TENAIRES SOCIAUX
57	Programme de gestion du littoral de l'Afrique de l'Ouest (West Africa Coastal Areas : WACA)	DE/MERF	BM
58	Aménagement des bas-fonds de type 1	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
59	Aménagement des bas-fonds de type 2	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
60	Construction de 2 magasins de 250 tonnes, 26 de 150 tonnes, 6 de 75 tonnes, 46 de 30 tonnes et 97 de 10 tonnes	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
61	Construction de 10 hangars	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
62	Construction de 20 abris d'équipements de transformation	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
63	Construction de 2 magasins complets (300 tonnes pour le paddy, soja, etc. et 100 tonnes pour produits fins) avec 1 bloc administratif + clôture + 1 aire de séchage par ESOP	PASA/MAEH	IDA
64	Promotion de la chaîne de valeur de riz avec l'installation de mini-rizeries	PASA/MAEH	IDA

65	Screening environnemental et social des sites pour l'installation /construction des magasins aux ZAPP	PASA/MAEH	IDA
66	Appui aux anciens micros projets les plus performants pour leur mutation en PME	PASA/MAEH	IDA
67	Sélection et financement de 50 sous-projets productifs par an sur les deux premières années	PASA/MAEH	IDA
68	Mise place d'une foire agricole au Togo et participation des délégations officielles à des foires et manifestations de promotion des produits agricoles togolais	PASA/MAEH	IDA
69	Appui à la mise en place des clusters	PASA/MAEH	IDA
70	Construction de 5 magasins et bureaux pour les comités de gestion de Nangbéto	PASA/MAEH	IDA
71	Construction d'une poissonnerie au profit des femmes de la coopérative de Monkpab du barrage de Koumfab	PASA/MAEH	IDA
72	Construction et équipement des aires d'abattage de type D	PASA/MAEH	IDA
73	Installation de chambre froide	PASA/MAEH	IDA
74	Équipement des inspecteurs des engrais en matériels d'inspection (Acquisition de kits d'inspection)	PPAAO/MAEH	IDA
75	Mise en place d'un système national de recherche agricole et agro-alimentaire (SNRA)	PPAAO/MAEH	IDA
76	Actualisation et mise en œuvre du plan d'action genre	PPAAO/MAEH	IDA
77	Actualisation et mise en œuvre du plan d'action changement climatique	PPAAO/MAEH	IDA
78	Elaboration et mise en œuvre du plan d'action d'installation des jeunes dans l'agriculture (Recrutement de consultant)	PPAAO/MAEH	IDA
79	Réalisation du système d'irrigation sur 12 ha à Zozocondji (PASA) et sur 3 ha à Tové	PPAAO/MAEH	ETAT
80	Création de nouveaux champs semenciers sur 12 ha à Zozocondji pour le cacao	PPAAO/MAEH	ETAT
81	Mettre en place et appuyer une coalition pour la diffusion en masse des technologies	PPAAO/MAEH	IDA
82	Diffuser des technologies pour l'autonomisation des femmes (cuisseuses d'ablo, granuleuse pour akli, étuveuse améliorée)	PPAAO/MAEH	IDA
83	Acquérir des unités mobiles de traitement et de conditionnement des semences	PPAAO/MAEH	IDA
84	Promotion de la canne planteuse pour la création d'entreprise auprès de 500 jeunes	PPAAO/MAEH	IDA
85	Acquérir des kits/matériel de rajeunissement des plantations pour les jeunes pour (40 jeunes pour couvrir 150 ha par personnes)	PPAAO/MAEH	IDA
86	Elaboration et mise en œuvre du plan d'action d'installation des jeunes	PPAAO/MAEH	IDA

87	Travaux additionnels de réhabilitation des Centres de formation agricole de Gbatopé, Kamina et Tamboang	PPAAO/MAEH	IDA
88	Promotion de 10 ESOP riz	PASA/MAEH	GAFSP
89	Appui à la diversification des filières des cultures d'exportation	PASA/MAEH	GAFSP
90	Développement de l'aquaculture d'eau douce	PASA/MAEH	GAFSP
91	Compétition de PA/promotion de l'Excellence	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
92	Facilitation de l'accès au marché	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
93	Organisation de la 3 ^{ème} édition des Journées de l'entrepreneuriat et de développement	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
94	Formation en technique de création d'entreprises	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
95	Formation en gestion d'entreprises	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
96	Mobilisation de financements pour la mise en œuvre des projets des jeunes	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
97	Financement de Plans d'affaires (PA)	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
98	Appui à l'insertion socio-professionnelle de 40 meilleurs apprentis des CRASE, CIP et centres de jeunes admis à l'examen du CFA 2018 en matériels de travail au cours de la JIJ 2018	UNFPA	ETAT/PTF
99	Réalisation de l'actualisation de la mise en œuvre du PSNEJ	PNUD	ETAT/PTF
100	Recyclage de 15 maîtresses couturières des CIP	GIZ	ETAT/PTF
101	Réalisation de deux revues semestrielles du programme jeunesse et emploi jeunes	GIZ/PNUD	
102	Sensibilisation, information des jeunes sur le dispositif d'appui technique et de promotion à l'entrepreneuriat	FAIEJ/MDBAJEJ	Etat
103	Organisation des séances de sensibilisation de masse à la citoyenneté et au civisme	cabinet	ETAT/PTF
104	Organisation des activités de vacances utiles	Cabinet/PTF	ETAT/PTF
105	Actualisation de la politique nationale de la jeunesse	Cabinet/UNFPA	ETAT/PTF
106	Renforcement de l'employabilité des jeunes diplômés	Cabinet/PTF	ETAT/PTF
107	Organisation des séances de sensibilisation en techniques d'élaboration de CV, lettre de motivation, techniques de	cabinet	ETAT/PTF

	recherche d'emploi		
108	Travaux d'aménagement et de bitumage du Grand contournement (Phase 2)	DGTP/MIT	PTF
109	Réhabilitation et renforcement du tronçon Kantè-Tandjouaré	DGTP/MIT	PTF
110	Travaux de construction de Pont de 120 ml sur la rivière kara et 160 ml sur la rivière Koumongou sur le tronçon Katchamba – Sadori	DGTP/MIT	PTF
111	Recrutement d'une assistance technique pour l'amélioration du système de contrôle technique automobile au Togo	DTRF/MIT	PTF
112	Construction du bâtiment de l'observatoire des transports terrestres	DTRF/MIT	PTF
113	Construction du centre de formation aux métiers du transport et de la logistique	DTRF/MIT	PTF
114	Renforcement de capacités des petites et moyennes entreprises (PME) intervenant dans les BTP	CERFER/DGTP	ETAT
115	Formation des techniciens en génie civil/ mécanique au CERFER sur concours	CERFER/MIT	ETAT
116	Réhabilitation de la voirie portuaire	PAL	PTF
SECTEUR DE LA FORMATION			
1	Formation des DE en techniques de recherche d'emploi (TRE)	DOPP/ANPE	ANPE
2	Formation des DE en modules transversaux	DOPP/ANPE	ANPE
3	Eveil à l'esprit entrepreneurial chez les jeunes	DACE/ANPE	ANPE
4	Formation de potentiels créateurs d'entreprises	DACE/ANPE	ANPE
5	Certification des formateurs PAIEJ SP	DACE/ANPE	PAIEJ /SP
6	Formation de porteurs de projets du FAIEJ	DACE/ANPE	ANPE
7	Accompagnement des conseillers à la délivrance des prestations en entrepreneuriat	DACE/ANPE	ANPE
8	Développement de l'offre de service post création	DACE/ANPE	PTF
9	Formation /suivi et accompagnement de 447 comités de gestion des Organisations paysannes (OP) dans la gestion des investissements et 1200 OP bénéficiaires des équipements.	PADAT/MAEH	ETAT/ BOAD
10	Formation de 60 acteurs clés du PADAT en évaluation environnementale et en suivi de mise en œuvre des Plans de gestion environnementale et sociale (PGES)	PADAT/MAEH	BOAD
11	Formations des nouveaux et recyclage des anciens promoteurs de sous-projets compétitifs en entrepreneuriat rural	PASA/MAEH	IDA
12	Formation de 42 élus et techniciens des USCPCC/FUPROCAT	PASA/MAEH	IDA

13	Formation sur les techniques innovantes de lutte contre les effets du changement climatique dans les zones cotonnières	PASA/MAEH	IDA
14	Formation des acteurs des Organisation des producteurs de céréales (OPC) à leurs responsabilités	PASA/MAEH	IDA
15	Formation de 35 pisciculteurs en 02 sessions par an sur les 03 ans	PASA/MAEH	IDA
16	Formation sur les bonnes pratiques de transformation	PASA/MAEH	IDA
17	Renforcement des capacités des agents de REMATO et AVE	PASA/MAEH	IDA
18	Formation des bénéficiaires des élevages commerciaux	PASA/MAEH	IDA
19	Formation des éleveurs bénéficiaires de géniteurs de rétrocession	PASA/MAEH	IDA
20	Formation des techniciens de l'ICAT sur les thématiques liées aux PME	PASA/MAEH	IDA
21	Formation des anciens éleveurs commerciaux sur la création et la gestion d'une entreprise	PASA/MAEH	IDA
22	Extension et formation /recyclage sur le système informatisé de suivi évaluation (TOM ² MONITORING, TOM ² PRO, TOM ² MARCHE) à tous les niveaux	PASA/MAEH	IDA
23	Formation des acteurs régions sur le système technico-financier (logiciels TOM) par les cadres du MAEP	PASA/MAEH	IDA
24	Renforcement/recyclage des capacités des acteurs de la chaîne de planification et suivi-évaluation du PNIASAN	PASA/MAEH	IDA
25	Renforcement de la capacité de gestion fiduciaire du ministère	PASA/MAEH	IDA
26	Renforcement des brigades villageoises de protection des végétaux	PPAAO/MAEH	IDA
27	Formation des inspecteurs des engrais sur les procédures et méthodes d'inspection	PPAAO/MAEH	IDA
28	Formation des inspecteurs des engrais sur l'utilisation du matériel d'inspection	PPAAO/MAEH	IDA
29	Poursuite de l'octroi des bourses pour les formations doctorales en cours	PPAAO/MAEH	IDA
30	Financement de 10 bourses Masters dans des domaines spécifiques de la phase additionnelle	PPAAO/MAEH	IDA
31	Formation des chercheurs formateurs sur l'approche IAR4D	PPAAO/MAEH	IDA
32	Formation des artisans locaux sur la fabrication des machines agricoles	PPAAO/MAEH	IDA
33	Formation de deux techniciens en maintenance d'équipements de laboratoire	PPAAO/MAEH	IDA

34	Formation des maîtres greffeurs d'anacarde (2 par coopératives de productions -60 unions de producteurs)	PPAAO/MAEH	IDA
35	Recyclage de 40 formateurs endogènes de la FNPCA sur les bonnes pratiques agricoles d'amélioration de la productivité et la qualité de l'anacarde.	PPAAO/MAEH	IDA
36	Formation des points focaux environnement et social	PPAAO/MAEH	IDA
37	Elaboration d'un cadre méthodologique d'ingénierie de formation	DPP/METFP	ETAT/PTF
38	Renforcement des capacités de 100 enseignants/formateurs	DEST/METFP	ETAT/PTF
39	Recrutement de 267 enseignants/formateurs	DRH/METFP	ETAT
40	Elaboration de 3 guides pédagogiques de formation en BT	DPP/METFP	ETAT/PTF
41	Renforcement des capacités de 20 cadres du METFP en ingénierie de formation	DPP/METFP	ETAT/PTF
42	Formation de 30 formateurs, artisans et producteurs	KFW/GIZ	PTF
43	Formation de 50 Enseignants en techniques commerciales	DEST/METFP	GIZ/ETFP
44	Développement des curricula dans les nouveaux métiers identifiés	DPP/METFP	GIZ
45	Mise en place du système de formation professionnelle de type coopératif dual dans les trois villes nouvelles	DFPA/METFP	GIZ
46	Elaboration de la politique nationale de la recherche du Togo	DRST/MESR	ETAT
47	Elaboration du statut du chercheur	DRST/MESR	ETAT
48	Elaboration du décret portant réglementation de l'enseignement supérieur privé	DES/MESR	PM
49	Production des annuaires statistiques de l'enseignement supérieur 2016/17	DPPE/MESR	ETAT
50	Elaboration du tableau de bord des indicateurs de l'enseignement supérieur	DPPE/MESR	ETAT
51	Inspection des établissements privés d'enseignement supérieur de l'intérieur du pays	DES/MESR	ETAT
52	Elaboration et validation du programme officiel de BTS et de licence	DES/MESR	ETAT
53	Mise en œuvre du projet Galilée	SG/MESR	ETAT

Source : PTA de différentes structures

Conclusion

La mise en œuvre des différents projets et programmes de l'Etat inscrits dans les différentes politiques et stratégies sectorielles (PSE, PNT, PNE, PSNEJ, PNA, etc.) ainsi que l'amélioration du climat des affaires au cours de l'année 2017 ont permis d'améliorer le fonctionnement du marché du travail et de booster l'activité économique avec pour corolaire la création d'emplois. De plus, les différentes opérations de collectes (Enquête emploi et secteur informel, Analyse sectorielle,...) effectuées en 2017 par des structures productrices d'informations sur le marché du travail telles que l'INSEED et le DOE de l'ANPE ont également permis de disposer des informations détaillées et actualisées sur les emplois et activités aussi bien du secteur formel qu'informel et donc d'améliorer le système d'informations sur le marché du travail.

Malgré l'évolution remarquée en 2017, l'amélioration de l'environnement institutionnel et juridique, des informations à fournir, etc. seront salutaires pour une meilleure insertion professionnelle des demandeurs d'emploi et permettront une meilleure adéquation entre les offres de formation et l'emploi au Togo. Ainsi, la poursuite des activités de collecte sur le marché du travail (Recensement général des entreprises, analyse sectorielle dans six villes partenaires de la GIZ) et de l'exécution des projets et programmes de l'Etat tels que le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP), le Programme d'urgence pour le développement communautaire (PUDC), le Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), etc. laisse entrevoir de meilleures perspectives sur le marché du travail en termes d'informations actualisées et détaillées sur la création d'emplois.

Annexe

Tableau 4:Tableau récapitulatif de l'état de réalisation du plan d'actions 2017 sur le marché du travail

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
SECTEUR EMPLOI				
1	Autonomisation de l'observatoire de l'emploi (adoption des textes)	DOE/ANPE	ETAT	En cours
2	Mise en place d'une base de données sur le MT	DOE/ANPE	ETAT	En cours
3	Elaboration des bulletins sur le MT	DOE/ANPE	ETAT	Réalisée
4	Elaboration du rapport national sur le SIMT 2016	DOE/ANPE	ETAT	Réalisée
5	Atelier avec les points focaux de l'Observatoire de l'emploi	DOE/ANPE	ETAT	Réalisée
6	Actualisation des bases de données des programmes / projet d'emploi des jeunes et de l'outil d'orientation professionnelle	DOE/ANPE	ETAT	Réalisée
7	Poursuite de la mise en place d'un dispositif fonctionnel de suivi annuel des diplômés	DOE/ANPE	ETAT	Non réalisée
8	Renforcement des capacités de l'observatoire en technique d'analyse multi variée des données du MT	DOE/ANPE	ETAT	Réalisée
9	Collecte de données sur les emplois créés dans le secteur public	DOE/ANPE	ETAT	Non réalisée
10	Dissémination des résultats des études du DOE dans les régions	DOE/ANPE	ETAT	Non réalisée
11	Production des statistiques trimestrielles sur les activités de l'ANPE	DOE/ANPE	ETAT	En cours
12	Réalisation de l'étude de faisabilité de la mise en place du dispositif d'identifiant unique des bénéficiaires des programmes et projet d'emploi	DOE/ANPE	BAD/PAEIJ-SP	En cours
13	Réalisation de l'étude sur les besoins en compétence dans les secteurs des BTP et Agro-alimentaire	DOE/ANPE	BAD/PAEIJ-SP	En cours
14	Formation des cadres de l'Observatoire sur la conception et élaboration du profil pays travail décent	DOE/ANPE	BAD/PAEIJ-SP	En cours
15	Collecte de données et Analyse sectorielle des métiers porteurs dans 6	DOE/ANPE	GIZ/GOPA	Réalisée

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
	villes du pays			
1 6	Contribution à l'enquête sur l'emploi et le secteur informel	DOE/ANPE	UEMOA	Réalisée
1 7	Formation des cadres du PNPET et de l'ANPE à l'utilisation d'un logiciel de gestion de base de données	DOE/ANPE	PNPET	Non réalisée
1 8	Formation des potentiels créateurs d'entreprises	DACE/ANPE	ETAT	Réalisée
1 9	Formation et accompagnement des porteurs de projet du PNPET	DACE/ANPE	PNPET	Réalisée
2 0	Formation des formateurs PNPET en méthodologie GERME	DACE/ANPE	ANPE	Réalisée
2 1	Formation des formateurs PNPET sur le coaching bancaire (éducation financière)	DACE/ANPE	PNPET	Non réalisé
2 2	Formation et certification des formateurs PAIEJ SP	DACE/ANPE	BAD/PAIEJ-SP	En cours
2 3	Formation de Porteurs de projets du FAIEJ	DACE/ANPE	ETAT	Réalisée
2 4	Coaching bancaire des porteurs de projets	DACE/ANPE	ETAT	Non réalisée
2 5	Formation des DE en techniques de recherche d'emploi (TRE)	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
2 6	Accompagnement des différentes cibles (personnes handicapées, femmes, artisans, etc.) en orientation scolaire et professionnelle (OSP) en fonction de leurs besoins	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
2 7	Poursuite de l'exécution du programme AIDE	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
2 8	Poursuite de l'exécution des activités sur les services à la personne	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
2 9	Prospection des entreprises	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
3 0	Organisation des recrutements et des placements des Chercheurs d'emplois dans le cadre d'intermédiation sur le MT	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisé
3 1	Formation des conseillers en gestion des migrations professionnelles	DOPP/ANPE	ETAT	Non réalisé
3 2	Organisation des formations sur les modules transversaux	DOPP/ANPE	ETAT	Non réalisé
3 3	Sensibilisation, communication et information de jeunes sur les dispositifs d'appui technique et financier du FAIEJ et du PRADEB	FAIEJ/PRADEB	FAIEJ FAIEJ/ETAT/PRADEB/BOAD	réalisé

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
3 4	Organisation des Journées de l'entrepreneuriat et du développement (JED)	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
3 5	Formation des jeunes en techniques de création d'entreprise	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
3 6	Formation Qualification métier	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
3 7	Formation en Gestion d'entreprise (GE) et gestion de crédit (GC)	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
3 8	Accompagnement des jeunes dont les Plans d'affaires (PA) ne sont pas retenus	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
3 9	Compétition de PA (PA à primer)	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
4 0	Renforcement de capacités techniques additionnelles	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
4 1	Renforcement de capacités managériales des jeunes entrepreneurs	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
4 2	Mobilisation des financements pour la mise en œuvre des projets des jeunes	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
4 3	Encadrement des jeunes primo entrepreneurs par les prestataires de services aux entreprises	FAIEJ/PRADE B	FAIEJ/ETAT/PRADE B/BOAD	réalisé
4 4	Accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle de meilleurs apprentis des CRASE, CIP et centres de jeunes en fin d'apprentissage en matériels et équipements à l'examen du CFA 2016	DJEJ/MDBAJE J	UNFPA/ETAT	réalisé
4 5	Promotion de l'entrepreneuriat dans les milieux jeunes	DJEJ/MDBAJE J	ETAT	réalisé
4 6	Insertion des jeunes dans les maillons des chaînes de valeurs agricoles	PAEIJ-SP	BAD/ETAT	Réalisée
4 7	Mobilisation et déploiement des volontaires nationaux	ANVT	ETAT	Réalisée
4 8	Mobilisation et déploiement des jeunes déscolarisés et non scolarisés	ANVT	ETAT	Réalisée
4 9	Mise en œuvre du volontariat international de réciprocité	ANVT	ETAT	Réalisée
5 0	Accompagnement des jeunes artisans et agriculteurs à travers l'AJSEF et l'AGRISEF	FNFI	ETAT/BAD	Réalisée
5 1	Organisation d'une table ronde sur la rénovation du dialogue social	CAB/SG/DGT	ETAT/BIT	En cours
5 2	Relance et revitalisation du Conseil National du Dialogue Social (CNDS)	SG/DGT/CND S	ETAT	En cours

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
53	Validation de l'étude sur l'analyse comparative entre les dispositions de la convention 183 de l'OIT, la législation et la pratique en matière de protection de la maternité au Togo	DGT/ MFPTRA	BIT	Réalisée
54	Validation de l'étude sur l'analyse de la législation et de la pratique nationales du Togo au regard de la convention n°189 de l'OIT sur le travail décent pour les travailleurs et travailleuses domestiques	DGT/ MFPTRA	BIT	Réalisée
55	Evaluation finale du Programme Pays pour le Travail Décent 2010 -2015	DGT/ MFPTRA	BIT	Réalisée
56	Elaboration du programme Pays pour le Travail Décent 2017-2020	DGT/ MFPTRA	BIT	Réalisée
57	Evaluation des outils de collecte et de traitement des données statistiques mise en place en 2014	DGT/ MFPTRA	ETAT	Réalisée
58	Organisation d'un atelier de lancement du Projet Gouvernance du BIT	DGT/ MFPTRA	BIT	Réalisée
59	Elaboration et mise en place du plan stratégique d'interventions des inspecteurs du travail dans l'économie informelle	DGT/ MFPTRA	BIT	En cours
60	Evaluation et amélioration des outils de collecte et de traitement des données statistiques des services d'inspection de travail	DGT/ MFPTRA	ETAT	Réalisée
61	Mise en place d'une application informatique pour le traitement des données	DGT/ MFPTRA	ETAT	Réalisée
62	Formation des inspecteurs sur l'utilisation de l'application informatique et de la base de données	DGT/ MFPTRA	ETAT	Réalisé
63	Poursuite du processus d'actualisation du document de politique nationale de protection sociale	DGPS/MSPS	ETAT	En cours
64	Poursuite de l'évaluation du système de protection sociale à travers l'outil SPPOT	DGPS/MSPS	ETAT/BIT	En cours
65	Evaluation de l'état de la mise en œuvre des textes d'application du code du travail en matière de sécurité et santé au travail	DGPS/MSPS	ETAT	Non Réalisé
66	Elaboration d'un programme de reconversion des diplômés de longue durée	DGE/MFPTRA	ETAT	Réalisé

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
6 7	Elaboration des textes portant création des organes de mise en œuvre de la Politique Nationale de l'emploi (PNE)	DGE/MFPTRA	PM	Non réalisé
6 8	Appui à la ratification de la convention des nations unies sur la protection des droits des travailleurs migrants et les membres de leur famille	DGE/MFPTRA	PM	En cours
6 9	Organisation de la quatrième édition de la semaine de l'emploi	DGE/MFPTRA	ETAT	Non réalisé
7 0	Elaboration de la stratégie de la migration professionnelle	DGE/MFPTRA	UE	Réalisé
7 1	Organisation de visites d'étude sur la gouvernance de la migration de travail	DGE/MFPTRA	UE	En cours
7 2	Formation sur les statistiques de la migration de travail	DGE/MFPTRA	UE	En cours
7 3	Elaboration et validation du Plan d'action opérationnel de la stratégie de la migration professionnelle	DGE/MFPTRA	UE	Réalisé
7 4	Elaboration du rapport bilan 2017 du secteur de l'emploi	DGE/MFPTRA	PM	Réalisé
7 5	Appui à l'extension du couvert forestier	ODEF/MERF	FNDF	En cours
7 6	Appui au développement des statistiques forestières	DEP/RAF/MERF	FNDF	Réalisé
7 7	Elaboration et mise en œuvre du plan d'action d'installation des jeunes	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisé
7 8	Travaux additionnels de réhabilitation des Centres de formation agricole de Gbatopé, Kamina et Tamboang	PPAAO/MAEH	IDA	En cours
7 9	Promotion de 10 ESOP riz	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
8 0	Appui à la diversification des filières des cultures d'exportation	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
8 1	Développement de l'aquaculture d'eau douce	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
8 2	Financement de la création/consolidation des MPER	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
8 3	Recrutement du personnel du PNPER	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
8 4	Mise en place de la facilité et coup de pouce des coopératives	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
8 5	Mise en place de la facilité et coup de pouce installation des primos	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
8 6	Information, sensibilisation et promotion de l'entrepreneuriat rural	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
8 7	Repérage-Diagnostic et base de	PNPER/MAEH	FIDA	En cours

Activités		Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
7	données des porteurs d'initiatives et des MPER			
8 8	Accompagnement et appui des primo entreprises pour l'élaboration de plans d'affaires	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
SECTEUR DE LA FORMATION				
1	Formation des managers, chargés de transformation et opérateurs machines des ESOP huile, manioc et jus d'ananas	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
2	Renforcement des capacités des managers en marketing des produits	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
3	Renforcement des capacités des managers sur la durabilité de leur activité	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
4	Formation des bénéficiaires et acteurs des sous-projets sur la durabilité des activités	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
5	Renforcement des compétences et capacités organisationnelles des membres du CICC-TOGO	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
6	Formation et éducation des OPC sur les valeurs et principes coopératifs et textes organiques	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
7	Formation des OPC sur le rôle et responsabilité des organes de gestion	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
8	Atelier, formation et production de films documentaires sur le PASA et le PNIASA	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
9	Renforcement de la capacité de gestion fiduciaire du MAEH	PASA/MAEH	GAFSP	Réalisée
1 0	Renforcement des brigades villageoises (BV) de protection des végétaux (Formation des membres des BV et acquisition du kit de traitement)	PPAAO/MAEH	IDA	Réalisée
1 1	Formation des inspecteurs des engrais	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisée
1 2	Formation des points focaux environnement et social	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisée
1 3	Formation et vulgarisation des outils de sauvegarde environnementale, genre et sociale en région	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisée
1 4	Soutien aux formations continues dans les domaines spécifiques	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisée
1 5	Formation des chercheurs sur l'approche IARD	PPAAO/MAEH	IDA	Non réalisée
1	Formation des producteurs de	PPAAO/	IDA	Réalisée

	Activités	Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
6	semences et géniteurs	MAEH		
1 7	Elaboration des curricula de formations	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
1 8	Appui à la création, consolidation, promotion des MPER	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
1 9	Formation des bénéficiaires en entrepreneuriat et gestion	PNPER/MAEH	FIDA	En cours
2 0	Formation des employés et les apprentis dans les MPER de référence	PNPER/MAEH	FIDA	Non réalisée
2 1	Formation des formateurs et les conseillers des MPER sur le GERME	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
2 2	Formation des acteurs régionaux sur les mesures environnementales et sociales des microprojets des MPER	PNPER/MAEH	FIDA	Non réalisée
2 3	Formation de 115 jeunes en aviculture et en entrepreneuriat	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
2 4	Formation et accompagnement de 200 promoteurs de culture attelée: Remobilisation des bénéficiaires	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
2 5	Formation et accompagnement de 50 jeunes de CIDAP	PNPER/MAEH	FIDA	Réalisée
2 6	Formation des formateurs, des producteurs et des artisans	DFPA/METFP	ETAT /KFW	Réalisée
2 7	Elaboration/révision des curricula de formation	DPP/METFP	ETAT	En cours
2 8	Elaboration du décret portant réglementation de l'Enseignement supérieur privé	DES/MESR	PM	En cours
2 9	Elaboration du tableau de bord des indicateurs de l'enseignement supérieur	DPPE/MESR	UEMOA/ ETAT	En cours
3 0	Elaboration de la politique nationale de la recherche du Togo	DRST/MESR	ETAT	En cours
3 1	Formation des élèves-professeurs à l'Ecole normale supérieure (ENS)	ENS/MESR	ETAT	Réalisée
3 2	Adoption du décret portant création d'une carte universitaire	SG/MESR	PM	En cours
3 3	Création d'évènements permanents sur la promotion de l'innovation durable au Togo	DRST/MESR	ETAT	Non réalisée
3 4	Elaboration du statut du chercheur fonctionnaire	DRST/MESR	ETAT	Non réalisée
3 5	Adoption de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur et de la recherche	DES/MESR	PM	Réalisée
3	Production des annuaires statistiques	DPPE/MESR	ETAT	En cours

Activités		Structures responsables	Sources de financement	Etat de réalisation
6	de l'enseignement supérieur 2014/15 et 2015/16			
3 7	Inspection des établissements privés d'enseignement supérieur de l'intérieur du pays	DES/MESR	ETAT	En cours
3 8	Elaboration et validation du programme officiel de BTS et de licence	DES/MESR	ETAT	En cours
3 9	Formation sur la plate-forme OPENCLASSROOM	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisée
4 0	Renforcement de capacités des conseillers emploi sur l'orientation scolaire et professionnelle, en andragogie et sur les techniques de la relation entreprise	DOPP/ANPE	ETAT	Réalisée

Source : DOE et ministères impliqués

Tableau 5: Répartition détaillée du personnel immatriculé à la fonction publique par catégorie et par sexe en 2017

Catégorie d'agents de l'Etat	Effectif		
	Hommes	Femmes	Total
Fonctionnaires			
A1	5 411	643	6 054
A2	8 246	1 940	10 186
B	18 546	5 202	23 748
C	2 991	1 038	4 029
D	3 170	504	3 674
Total Fonctionnaires	38 364	9 327	47 691
Agents Permanents	2 352	649	3 001
décisionnaires	04	00	0 4
Contractuels	197	35	232
Enseignants du confessionnel	1 517	363	1 880
Total	42 434	10 374	52 808
Enseignements Auxiliaires	669	09	678
TOTAL GENERAL	43 103	10 383	53 486

Source: Direction de la gestion informatique du personnel de la fonction publique, 2017.